

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MARS 1920.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MECHÉLYNCK.

MESSIEURS,

Les lois du 10 mai et du 10 juin 1919 ont fixé les réparations que l'État accorde pour les dommages de guerre causés aux personnes et aux biens.

Des tribunaux spéciaux, organisés par un arrêté-loi signé le 23 octobre 1918, quelques jours avant la délivrance du territoire, sont chargés de statuer sur les demandes d'indemnité.

En vue de répondre aux besoins les plus immédiats de la reconstitution nationale, une loi du 24 février 1919 a autorisé le Gouvernement à transiger sur les demandes ne dépassant pas 2,000 francs et à consentir des avances à valoir sur les indemnités à fixer ultérieurement par les tribunaux de dommages de guerre.

La loi du 10 mai 1919 fixait un délai de six mois, celle du 10 juin un délai de trois mois, à peine de déchéance, pour le dépôt des demandes en réparation; une loi du 16 octobre 1919 a porté le premier délai de six mois à neuf mois; le second, de trois à six mois; une seconde loi du 26 février 1920 a prorogé le délai pour les dommages aux biens jusqu'au 20 octobre 1920.

(1) Projet de loi, n° 103.

(2) La Commission, présidée par M. MECHÉLYNCK, était composée de MM. BERLOZ, BUYL, CARLIER, COLAERT, COUSOT, DE BRUYCKER, DEBUNNE, DEVEZE, DE WOUTERS D'OPLINTER, DOMS, GLORIE, HALLET, LOMBARD, SERRUYS, VAN DIEVOET, VAN VLAENDEREN et WAUWERMANS.

Les demandes en réparation s'élevaient au 20 octobre 1919 à 600,000 (1). Ce nombre ne cessera pas d'augmenter jusqu'au 20 avril.

Vingt-six tribunaux de dommages de guerre comprenant 111 magistrats (présidents et vice-présidents) et auxquels sont attachés 184 commissaires de l'État sont chargés d'examiner et de juger ces demandes.

Le Gouvernement a indiqué dans l'Exposé des motifs les indemnités définitives et les avances accordées à la date du 7 février dernier; à la demande de la Commission, il lui a fourni la situation au 1^{er} mars :

A. — Allocations définitives.	7 février.	1 ^{er} mars.	Nombre d'intéressés.
1 ^o Jugements	290,158,466 27	693,566,318 10	7,676
2 ^o Transaction de moins de 2,000 francs	1,861,313 58	2,338,796 07	3,591
	<u>291,999,779 85</u>	<u>695,905,114 17</u>	<u>11,267</u>
B. — Avances.			
Avances de moins de 10,000 francs	15,577,772 75	19,480,221 75	3,892
Sur bons de réquisition	182,378,662 »	207,019,995 95	653
Par 10 opérations	6,060,875 »	8,367,575 »	723
	<u>204,017,309 75</u>	<u>234,867,792 70</u>	<u>5,268</u>
Allocations définitives	291,999,779 85	695,905,114 17	11,267
Avances	<u>204,017,309 75</u>	<u>234,867,792 70</u>	<u>5,268</u>
	496,017,089 60	930,772,906 87	16,535
Avances accordées par arrêtés royaux à des organismes d'Etat ou d'utilité publique.	»	248,150,000 »	
		<u>1,178,922,906 87</u>	

Ainsi donc sur plus de 600,000 sinistrés, 16,535 ont reçu quelque réparation; 11,267 seulement ont vu leurs droits réglés définitivement.

Une récente réponse (2) du Gouvernement à une question qui lui a été posée au Sénat par M. le Sénateur Nolf, fournit des renseignements pour une partie des régions dévastées.

(1) Séance du 12 février 1919, *Ann. parl.*, 1919-1920, p. 338.

(2) Questions et réponses, 1919-1920, p. 54.

Quatre-vingt-trois mille demandes ont été déposées à Ypres, 13,790 à Furnes. Le tribunal d'Ypres a rendu 343 jugements accordant fr. 3,327,842.52 d'indemnités; celui-ci de Furnes 241 en allouant fr. 10,954,347.10.

Des mesures énergiques doivent être prises d'urgence pour remédier à une situation qui amène nécessairement le mécontentement et le découragement.

Le Gouvernement propose, comme premier remède, des modifications à l'organisation des tribunaux de dommages de guerre et à la procédure établies par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Elles se résument ainsi :

1° Création dans les tribunaux d'une juridiction des référés, avec attribution du droit au juge de référé d'accorder des allocations provisionnelles;

2° Création de commissions arbitrales; le projet en réserve l'organisation à un arrêté royal; d'après l'Exposé des motifs, ces commissions seraient organisées dans des cadres identiques à ceux qui ont été adoptés par la loi française du 17 avril 1919;

3° Élévation de 2,000 à 10,000 francs du chiffre fixé pour les transactions sans homologation entre les sinistrés et l'État;

4° Suppression des tentatives de conciliation obligatoires préalables à l'introduction de la demande devant le tribunal;

5° Organisation du travail des commissaires de l'État par la création de commissaires principaux.

Telles sont les mesures proposées; leur efficacité dépendra de l'esprit d'organisation et de méthode apporté par les commissaires principaux dans l'accomplissement de leurs fonctions de direction; du zèle, de la conscience et du dévouement avec lesquels les membres des tribunaux des dommages de guerre et des commissions arbitrales se consacreront à la haute mission dont ils sont investis en vue de la reconstitution du pays.

Intitulé du projet de loi.

Les articles I, II et III du projet concernent l'arrêté-loi du 23 octobre 1918; les articles IV, V, VI et VII modifient la loi du 10 mai 1919. L'intitulé du projet se réfère uniquement aux premières de ces dispositions. La Commission propose de compléter l'intitulé de manière à y indiquer la loi du 10 mai 1919, aussi bien que l'arrêté-loi du 23 octobre 1919.

EXAMEN DES ARTICLES

PREMIÈRE PARTIE

Modification à l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

ARTICLE 1.

ARTICLE PREMIER ET ART. 2^{bis}, alinéa 1.

La loi du 10 mai 1919, par son article 42, attribue aux cours et tribunaux de dommages de guerre le règlement des dommages aux biens et y applique les dispositions de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

L'article 7 de la loi du 10 juin 1919 contient une disposition identique en ce qui concerne les dommages aux personnes.

L'article 1^{er} et l'article 2^{bis} du projet apparaissent ainsi comme inutiles.

L'article 1^{er} ne pourrait, au surplus, être maintenu avec la rédaction proposée ; il ne vise, comme l'arrêté-loi, que la constatation et l'évaluation des dommages, alors que les lois du 10 mai et du 10 juin 1919 ont pour objet de fixer d'une manière définitive les indemnités à allouer aux sinistrés ⁽¹⁾.

D'autre part, la loi du 10 mai 1919 contient diverses dispositions sur la compétence (art. 10, 12, 41 et 74) ; elles ont pour objet de trancher les controverses que pourrait soulever l'application de l'article 49 de l'arrêté-loi ; la disposition générale de l'article 2^{bis} serait de nature à faire renaître ces controverses.

La Commission propose la suppression de l'article 1^{er} et de l'article 2^{bis}, alinéa 1^{er} du projet.

ART. 2^{bis}, alinéas 2, 3, 4, 5, 6 et 7 ; ART. 2^{ter}.

L'arrêté-loi ne règle pas en termes exprès la compétence territoriale devant les tribunaux de dommages de guerre : celle-ci ne résulte qu'indirectement des dispositions de l'article 32 sur le lieu de dépôt des demandes en réparation.

(1) Rapport sur la loi du 10 mai 1919, p. 81, doc. n° 75 de 1918-1919.

Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 2^{bis} sont relatifs à la compétence territoriale pour les dommages aux biens.

L'alinéa 5 règle la litispendance et la connexité; l'alinéa 6, les conflits de juridiction.

L'alinéa 7 contient une disposition spéciale pour les dommages subis par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux.

L'article 2^{ter} indique le tribunal compétent pour les dommages aux personnes.

Ces dispositions n'ont donné lieu à aucune observation en Commission; toutefois, les alinéas 5 et 6 peuvent trouver leur application aussi bien aux dommages aux personnes qu'aux dommages aux biens.

La Commission propose de réunir ces deux alinéas en un article spécial, qui deviendrait l'article 2^{quater}.

ART. 2^{quater}.

L'article 2^{quater} concerne les Commissaires principaux de l'État, institués auprès de chaque tribunal par l'article 13; la Commission propose de placer, immédiatement après cet article 13, la disposition qui détermine leur mission; l'article 2^{quater} deviendrait l'article 13^{ter}.

L'alinéa 1^{er} de l'article 2^{quater} a soulevé une observation : les Commissaires de l'État n'exercent pas l'action en réparation; celle-ci appartient au sinistré qui l'exerce devant le tribunal. Ils représentent l'État auprès de la juridiction spéciale des dommages de guerre et font valoir auprès de celle-ci les conclusions que commande l'intérêt général; cette mission est définie à l'article 13, alinéa 2, ce qui rend inutile l'alinéa 2 de l'article 2^{quater}.

La Commission en propose la suppression.

ART. 5.

Les fonctions du président du tribunal des dommages de guerre sont celles de tout président de tribunal : il n'est pas nécessaire de les définir spécialement. D'autre part, la fixation des affaires fait l'objet de l'article 36 du projet; l'intervention du Commissaire dans la distribution des affaires, indiquée dans le projet, peut être mentionnée à l'article 36.

La Commission propose la suppression de l'article 5.

ART. 8.

L'article 8 énumère certaines catégories de personnes parmi lesquelles peuvent être désignés les présidents et vice-présidents des tribunaux de dommages de guerre. En vue de faciliter l'extension éventuelle de ces tribunaux, la Commission propose d'ajouter à l'énumération les avoués et les notaires.

D'après l'arrêté-loi, les assesseurs effectifs et suppléants sont désignés par le Premier Président de la Cour d'appel du ressort ou, à son défaut, par le Ministre de la Justice. Le projet du Gouvernement supprime l'intervention du Premier Président et remplace le Ministre de la Justice par le Ministre des Affaires Économiques. La Commission s'est ralliée à la première modification, elle a repoussé la seconde. Le rapport au Roi qui précède l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 rappelle les deux tendances qui s'étaient manifestées au cours des études auxquelles l'arrêté-loi a donné lieu ; les uns proposaient de recourir à des organismes administratifs ; les autres à des tribunaux ; cette dernière opinion l'a emporté. La Commission estime qu'il faut conserver aux tribunaux le caractère prévu par l'arrêté-loi, et dans ce but maintenir au Ministre de la Justice tant la nomination des assesseurs que celle des présidents et vice-présidents. Cette décision a été prise par sept voix contre une.

ART. 10.

L'article 10 doit être mis en concordance avec l'article 8 ; il y a lieu d'y mentionner les avoués et les notaires et de remplacer le Ministre des Affaires Économiques par le Ministre de la Justice.

ART. 20.

L'article 20 peut être supprimé pour les motifs qui justifient la suppression de l'article 5.

ART. 23.

La Commission propose la suppression des mots : avocat-avoué : il n'y a pas d'avocats-avoués dans les tribunaux établis au siège des Cours d'appel ; l'article 24 d'ailleurs ne les mentionne pas.

ART. 23 et 24.

Comme aux articles 8 et 10, le Ministre des Affaires Économiques doit être remplacé dans les articles 23 et 24 par le Ministre de la Justice.

ART. 26^{bis}.

La disposition de l'article 23^{quater}-13^{ter} s'applique aux Commissaires principaux d'appel comme à ceux de première instance ; elle est rappelée, en ce qui les concerne, par un alinéa ajouté à l'article 26^{bis}.

ART. 27.

Depuis l'installation des tribunaux, les demandes de dommages sont envoyées par les administrations communales au président des tribunaux, et l'inscription des demandes est faite dans des registres tenus par les greffiers. Il vaut mieux maintenir l'organisation existante que d'enlever au greffe pour la confier aux commissaires de l'État la tenue des registres d'inscription.

La Commission propose de remplacer les mots « commissaire principal » par « greffier » et d'ajouter : Il transmet sans retard les demandes et les pièces au Commissaire principal.

ART. 29.

L'alinéa 2 de l'article 29 reproduit le dernier alinéa de l'article 29 de l'arrêté-loi; il s'applique aux personnes, alors que le premier alinéa s'applique aux biens. Les mots « causés aux personnes » doivent y remplacer ceux « causés aux biens ».

ART. 35.

La Commission a placé ici la disposition relative à la distribution des affaires et consacrant le principe de l'intervention du Commissaire principal dont il est question à l'article 3 du projet du Gouvernement; elle serait ainsi conçue :

« Les affaires sont distribuées entre les Chambres du tribunal par le président statuant sur la réquisition du Commissaire principal. »

Elle a pour but d'assurer le groupement des affaires soit d'après le lieu où le dommage a été souffert, soit d'après la nature des affaires et d'assurer un examen plus rapide; ainsi, par exemple, les demandes de réparation pour perte ou destruction de meubles fournis par les habitants d'une commune seront attribuées à une même Chambre; puis, en exécution d'autres dispositions du projet, le Commissaire d'État réclamera le transport du tribunal dans la commune, et celui-ci pourra plus facilement par cet examen sur les lieux, terminer en une journée d'audience une série de ces demandes.

ART. 36.

La Commission propose d'insérer dans le premier alinéa de l'article 39 de l'arrêté-loi, le premier alinéa de l'article 36 non reproduit par le projet de loi : « Le tribunal entend le sinistré et le Commissaire de l'État ».

ART. 37.

Le projet du Gouvernement laisse au Commissaire de l'État le soin de fixer l'ordre dans lequel les affaires sont examinées par le tribunal, tout en

autorisant le sinistré à réclamer l'examen de ses demandes si le retard lui cause un préjudice. Le projet impose au sinistré l'obligation de recourir à un exploit d'huissier; la Commission a estimé qu'en cette matière une lettre recommandée à la poste était suffisante.

ART. 39.

L'article 39, alinéa 3, attribue au président ou au vice-président délégué par le tribunal pour une visite des lieux, le droit d'accorder des allocations provisionnelles; celles-ci, d'après le texte du projet, seraient accordées sur « les réquisitions du Commissaire de l'État ».

La disposition est insuffisante, la Commission propose de la compléter et de dire :

« Le président ou le vice-président ainsi désigné peut, *sur la demande de l'intéressé*, sur les réquisitions du Commissaire de l'État, *ou même d'office*, en suivant la procédure indiquée à l'article 49^{bis}, accorder des allocations provisionnelles, par application des dispositions prévues par le chapitre VII de la loi du 10 mai 1919, pour autant que les indemnités soient demandées en vue de remploi immédiat, et l'article 9 de la loi du 10 juin 1919. »

ART. 52.

L'arrêté-loi fixait le taux de l'appel à 2,500 francs; le projet l'élève à 5,000 francs. La Commission, tout en admettant une augmentation du taux d'appel, propose une distinction : 5,000 francs quand il s'agit de dommages aux immeubles; 3,000 francs pour les dommages aux meubles.

L'arrêté-loi interdit l'appel incident; la Commission propose une exception à ce principe; il serait permis au sinistré de faire appel incident si l'appel principal du Commissaire de l'État portait sur un cas d'homologation.

L'homologation a eu pour objet un accord, une transaction, dans laquelle chacune des parties a sacrifié quelques-unes de ces prétentions; le chiffre n'a été admis par le sinistré que parce qu'il était accepté par le Commissaire de l'État et terminait le procès. S'il est remis en question par l'État, le sinistré doit, de son côté, avoir le moyen de faire valoir tous ses droits.

ART. 57^{bis}.

Le projet propose de permettre au Gouvernement de modifier par arrêté royal la procédure réglée par les articles précédents.

La Commission ne s'est pas ralliée à cette proposition; elle estime que, fixées par la loi, les règles ci-dessus ne peuvent être modifiées que par la loi.

Elle propose à la Chambre la suppression de l'article.

ART. 63.

L'article 63 contient deux dispositions d'ordres différents. La première concerne les droits de la femme mariée et des représentants des incapables; la seconde charge le Collège des Bourgmestre et Echevins de dresser un état des dommages au sujet desquels aucune demande n'a été déposée.

Elles doivent faire l'objet d'articles distincts.

La mesure prévue par l'alinéa 2 sauvegarde le droit de ceux qui se trouvent dans l'impossibilité d'agir. Mais on peut se demander comment elle sera réalisée. Les Collèges des Bourgmestre et Echevins, aux termes de l'arrêté-loi, recevaient les demandes de réparation; cette mesure est supprimée par le projet et, en fait, beaucoup de demandes ont été adressées directement soit aux tribunaux, soit aux Commissaires de l'État; ils ne connaissent donc pas les dommages pour lesquels une demande a été déposée.

Le Gouvernement devra prescrire les mesures qui permettront aux administrations communales d'exécuter l'obligation que l'article leur impose.

Le texte se réfère à l'alinéa 1^{er} de l'article 32; cette disposition est abrogée par le projet; il y a lieu de la remplacer par ces mots : « à l'expiration du délai fixé pour le dépôt des demandes en réparation ».

ART. 72.

L'article 72 prévoit l'exemption des formalités du timbre et de l'enregistrement pour certains actes, l'enregistrement gratuit pour d'autres.

La Commission, dans le but de faciliter aux sinistrés les moyens de faire valoir leurs droits, propose d'y ajouter la franchise de port pour la correspondance des sinistrés avec les Présidents des cours et tribunaux de dommages de guerre et avec les Commissaires de l'État.

ART. 76.

L'article 76 impose aux communes où siègent les cours et tribunaux de dommages de guerre l'obligation de fournir les locaux nécessaires pour la tenue des séances et le service du greffe et des Commissaires de l'État.

Cette charge est lourde; la Commission estime qu'elle incombe à l'État comme la charge même de la réparation des dommages de guerre; elle propose à la Chambre d'autoriser la commune à réclamer à l'État le montant des frais que l'obligation de l'article 76 lui impose.

ARTICLE II.

La Commission propose de compléter l'article en disant dans la loi que les dispositions nouvelles et les dispositions non abrogées de l'arrêté-loi seront coordonnées et publiées au *Moniteur* par le Gouvernement.

Le titre de l'arrêté-loi ne répond plus à l'ensemble des dispositions maintenues ou modifiées; elles ont pour objet la création et l'organisation des cours et tribunaux de dommages de guerre, les règles de compétence et de procédure à suivre devant eux. La loi coordonnée sera plus exactement dénommée : Loi sur les cours et tribunaux de dommages de guerre.

ARTICLE III.

La suppression des articles 1, 5 et 20 du projet entraîne la mention de l'abrogation de ces dispositions de l'arrêté-loi.

DEUXIÈME PARTIE

Loi du 10 juin 1919.

Les articles IV, V, VI et VII du projet modifient la loi du 10 mai 1919. Ils n'ont donné lieu à aucune observation.

*
* *

La Commission a approuvé le projet à l'unanimité et, sous les modifications exposées dans le rapport, elle en propose l'adoption à la Chambre.

Le Président-Rapporteur,

A. MECHELYNCK.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

Projet de loi du Gouvernement.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre.

ARTICLE I.

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre :

ART. 1^{er}. — Il est procédé de la manière prescrite par la présente loi pour la constatation et l'évaluation des dommages résultant des faits de guerre dont la réparation est prévue par les lois du 10 mai 1919, du 10 juin 1919 et du 13 novembre 1919.

ART. 2^{bis}. — Les actions en réparation des dommages visés à l'article I du Titre I sont exclusivement de la compétence des tribunaux de dommages de guerre institués par la présente loi.

Le tribunal dans le ressort duquel les biens endommagés ou détruits sont

Wetsontwerp van de Regeering.

Wetsontwerp houdende herziening van het wet-besluit van 23 October 1918 betreffende het vaststellen en ramen van de uit oorlogsfeiten voort-spruitende schade.

ARTIKEL I.

In het besluit-wet van 23 October 1918 op de vaststelling en raming der oorlogsschade worden de hierna volgende wijzigingen gebracht :

ART. 1. — Er wordt op de bij deze wet voorgeschreven wijze overgegaan tot de vaststelling en raming van uit oorlogsfeiten voortspruitende schade, waarvan het herstel voorzien is bij de wetten van 10 Mei 1919, 10 Juni 1919 en 13 November 1919.

ART. 2^{bis}. — De rechtsvorderingen tot herstel van de bij artikel I van Titel I bedoelde schade vallen uitsluitend binnen de bevoegdheid van de bij deze wet ingestelde rechtbanken voor oorlogsschade.

De rechtbank, in het rechtsgebied derwelke de beschadigde of vernielde

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre et modifiant la loi du 10 mai 1919, sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre.

Wetsontwerp tot herziening van het besluit-wet van 23 October 1918 betreffende het vaststellen en ramen van de uit oorlogsfeiten voortspruitende schade en tot wijziging der wet van 10 Mei 1919 op het herstel der schade voortspruitende uit oorlogsfeiten.

PREMIÈRE PARTIE.

EERSTE DEEL.

Revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Herziening van het besluit-wet van 23 October 1918.

ARTICLE I.

ARTIKEL I.

Comme au projet.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 1^{er}. — Supprimer cette disposition.

ART. 1. — Deze bepaling te doen wegvallen.

ART. 2^{bis}. — Supprimer l'alinéa 1.

ART. 2^{bis}. — Het 1^{re} lid te doen wegvallen.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

ou étaient situés, est seul compétent pour connaître de la cause.

Lorsque des biens de même nature constituant un seul immeuble ou faisant partie d'une même entreprise industrielle, commerciale ou agricole et appartenant au même propriétaire sont situés dans plusieurs arrondissements, la demande est portée devant le tribunal de l'arrondissement dans le ressort duquel se sont produits les dommages donnant lieu à la réclamation la plus importante.

L'exception d'incompétence n'est plus reçue lorsqu'il est intervenu une décision même préparatoire sur le fond; jusqu'à ce moment elle peut être soulevée d'office.

En cas de litispendance ou de connexité la connaissance de la cause est retenue par le juge qui en a été saisi le premier.

En cas de conflit positif ou négatif de juridiction, la Cour de cassation règle de juge.

L'action en réparation des dommages causés à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux sera portée devant le tribunal des dommages de guerre de Bruxelles.

ART. 2^{ter}. — En ce qui concerne les dommages aux personnes, le tribunal compétent est celui de l'arrondissement où résidait la victime lorsque le fait dommageable s'est produit.

ART. 2^{quater}. — Sous l'autorité du Ministre des Affaires Economiques, les Commissaires principaux de l'Etat près les Cours et tribunaux de dommages de guerre :

goederen gelegen zijn of waren, is alleen bevoegd om van de zaak kennis te nemen.

Wanneer goederen van denzelfden aard, welke slechts één vast goed uitmaken of bij één en dezelfde nijverheids-, handels- of landbouwondernehmung behooren en aan denzelfden eigenaar toebehooren, in verscheidene arrondissements gelegen zijn, dan wordt de eisch gebracht voor de rechtbank van het arrondissement, in wier rechtsgebied de schade is gebeurd, welke aanleiding heeft gegeven tot den gewichtigsten eisch.

De uitneming van onbevoegdheid wordt niet meer ontvangen, wanneer er eene beslissing — zelfs al ware zij eene voorbereidende — over den grond der zaak gevallen is; tot op dit oogenblik kan zij ambtshalve opgeworpen worden.

In geval van aanhangigheid en samenhang behoudt de rechter, die de eerste kennis heeft genomen van de zaak, de kennisneming ervan aan zich.

In geval van positief of negatief geschil van rechtsgebied regelt het Hof van Verbreking het rechtsgebied.

De rechtsvordering tot herstel van de schade toegebracht aan de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen zal worden gebracht voor de rechtbank voor oorlogsschade te Brussel.

ART. 2^{ter}. — Wat de schade aan personen betreft, is de rechtbank van het arrondissement waarin het slachtoffer verbleef, toen het schadelijk feit voorviel, de bevoegde rechtbank.

ART. 2^{quater}. — Onder het gezag van den Minister van Economische Zaken stellen de Hoofdstaatscommissarissen bij de Hoven en rechtbanken voor

Texte proposé par la Commission.	Tekst door de Commissie voorgesteld.
(Comme au projet.)	(Zooals in het ontwerp.)
(Comme au projet.)	(Zooals in het ontwerp.)
Réunir les alinéas 5 et 6 du projet en un article 2 ^{quater} .	Lid 5 en lid 6 van het ontwerp te vereenigen in een artikel 2 ^{quater} .
(Comme au projet.)	(Zooals in het ontwerp.)
ART. 2 ^{ter} . — (Comme au projet.)	ART. 2 ^{ter} . — (Zooals in het ontwerp.)
ART. 2 ^{quater} . — Transporter cette disposition à la suite de l'article 13 ^{bis} en supprimant l'alinéa 2. (Voir ci-dessous l'article 13 ^{ter}).	ART. 2 ^{quater} . — Deze bepaling op te nemen na artikel 13 ^{bis} met weglating van het 2 ^{de} lid. (Zie hierna artikel 13 ^{ter}).

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

exercent l'action en réparation des dommages visés à l'article 1^{er} du Titre I;

surveillent l'exécution des lois devant les Cours et tribunaux de dommages et l'exécution de leurs arrêts et jugements;

veillent au maintien de l'ordre, de la discipline, de la régularité du service dans ces Cours et tribunaux, lorsqu'ils ont des observations à faire à cet égard, les présidents sont tenus, sur leur demande, de convoquer une assemblée générale, à laquelle ils assistent par eux ou par un Commissaire de l'Etat qu'ils désignent.

ART. 4. — Les tribunaux de dommages de guerre peuvent siéger dans toutes les communes de leur ressort.

Le Commissaire de l'Etat peut requérir le transfert du tribunal dans une commune de son ressort et le tribunal est tenu de déférer à cette réquisition.

ART. 5. — Il y a, dans chaque tribunal des dommages de guerre, un président qui est spécialement chargé sur la réquisition du Commissaire principal de l'Etat de distribuer les affaires et d'assurer la bonne marche des travaux.

ART. 8. — Le président du tribunal des dommages de guerre et le vice-président sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats et avocats-avoués, inscrits à leurs tableaux respectifs depuis au moins dix ans, et les personnes ayant enseigné le droit dans une Université pendant le même laps de temps. Les

oorlogsschade de rechtsvordering in tot herstel van de bij artikel 1 van Titel I bedoelde schade;

houden zij toezicht over de uitvoering van de wetten vóór de Hoven en rechtbanken alsmede over de uitvoering van hunne arresten en vonnissen;

zorgen zij voor de handhaving van de orde, de tucht, de regelmatige werking van den dienst bij deze Hoven en rechtbanken; hebben zij hieromtrent opmerkingen te maken; zoo zijn de voorzitters, op hun verzoek, gehouden eene algemeene vergadering te beleggen, waarop zij zelf of een door hen aangewezen Staatscommissaris aanwezig zijn.

ART. 4. — De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen in al de gemeenten van haar gebied zetelen.

De Staatscommissaris kan vorderen dat de rechtbank zich naar eene gemeente van haar gebied overplaatse en de rechtbank is gehouden op die vordering in te gaan.

ART. 5. — In elke rechtbank voor oorlogsschade is er een voorzitter die inzonderheid belast is, op vordering van den Hoofdstaatscommissaris, met de verdeling der rechtszaken en met dezer degelijke afwikkeling.

ART. 8. — De voorzitter van de rechtbank voor oorlogsschade en de ondervoorzitter worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaren onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advocaten of advocaten-pleitbezorgers, ingeschreven op hunne respectievelijke lijsten sedert minstens tien jaar, en onder de personen die gedurende hetzelfde

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 4. — Comme au projet.

ART. 4. — Zooals in het ontwerp.

ART. 5. — Supprimer cet article.

ART. 5. — Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 8. — Le président du tribunal des dommages de guerre et le vice-président sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats, avocats-avoués *et avoués*, inscrits à leurs tableaux respectifs depuis au moins dix ans, *les notaires ayant exercé leurs fonctions* et les personnes ayant enseigné le droit dans une Uni-

ART. 8. — De voorzitter van de rechtbank voor oorlogsschade en de ondervoorzitter worden door den Koning voor een termijn van drie jaren benoemd onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advocaten, advocaten-pleitbezorgers *en pleitbezorgers*, ingeschreven op hunne respectieve lijsten sedert minstens tien jaar, *onder de notarissen die hun*

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

assesseurs effectifs et les assesseurs suppléants sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre des Affaires Economiques parmi les personnes spécialement compétentes. Leurs mandats peuvent être renouvelés.

ART. 10. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Vice-Président le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un vice-président, il peut être remplacé par un autre vice-président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, un avocat-avoué ou un professeur d'université réunissant les conditions exigées pour être nommé vice-président, désigné par le Ministre des Affaires Economiques.

ART. 11. — Il y a dans chaque tribunal des dommages de guerre, un greffier âgé de 25 ans accomplis dont les attributions sont déterminées par les articles 158, 159, 160, 162, 169 et 170 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Le greffier est nommé par le Roi pour un terme de trois ans et peut être révoqué par lui.

ART. 12. — Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints, âgés de 21 ans accomplis, dont le nombre est déterminé par le Roi suivant le besoin du service.

Les greffiers adjoints sont nommés

tijdsbestek de rechten in eene hoogeschool hebben gedoceerd. De werkelijke en de plaatsvervangende assessoren worden voor een termijn van drie jaren gekozen door den Minister van Economische Zaken uit de bijzonder bevoegde personen. Hunne mandaten kunnen vernieuwd worden.

ART. 10. — Zoo de Voorzitter belet is, wordt hij door den oudsten Ondervoorzitter vervangen.

Is een ondervoorzitter belet, dan kan hij vervangen worden door eenen anderen ondervoorzitter, aangeduid door den Voorzitter of door een door den Minister van Economische Zaken daartoe aangestelden werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger of hoogleeraar, die aan alle vereischte voorwaarden voldoet om tot ondervoorzitter te worden benoemd.

ART. 11. — Er is in iedere rechtbank voor oorlogsschade een griffier, ten volle 25 jaar oud, wiens bevoegdheid is omschreven bij de artikelen 158, 159, 160, 162, 169 en 170 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De griffier wordt door den Koning voor een termijn van drie jaar benoemd en kan door hem worden afgezet.

ART. 12. — De griffier wordt bijgestaan door een of meer toegevoegde griffiers, ten volle 21 jaar oud, wier aantal door den Koning wordt vastgesteld naar de behoeften van den dienst.

De toegevoegde griffiers worden be-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

versité pendant le même laps de temps.

Les assesseurs effectifs et les assesseurs suppléants sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre *de la Justice* parmi les personnes spécialement compétentes.

Leurs mandats peuvent être renouvelés.

ART. 10. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Vice-Président le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un vice-président, il peut être remplacé par un autre vice-président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, un avocat-avoué, *un avoué, un notaire* ou un professeur d'université réunissant les conditions exigées pour être nommé vice-président, désigné par le Ministre *de la Justice*.

ART. 11. — Comme au projet.

ART. 12. — Comme au projet.

ambt hebben uitgeoefend en de personen die de rechten in eene hoogeschool hebben gedoceerd gedurende hetzelfde tijdsbestek.

De werkelijke en de plaatsvervangende assessoren worden voor een termijn van drie jaren gekozen door den Minister van *Justitie* onder de bijzonder bevoegde personen.

Hunne mandaten kunnen vernieuwd worden.

ART. 10. — Zoo de Voorzitter belet is, wordt hij door den oudsten Ondervoorzitter vervangen.

Is een ondervoorzitter belet, dan kan hij vervangen worden dooreenen anderen ondervoorzitter of door een door den Minister van *Justitie* aangewezen werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger, *pleitbezorger, notaris* of hoogleeraar, die aan alle vereischten voldoet om tot ondervoorzitter te worden benoemd.

ART. 11 — Zooals in het ontwerp.

ART. 12. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

par le Roi pour un terme de trois ans et peuvent être révoqués par lui.

Les articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux tribunaux des dommages de guerre.

ART. 13. — Il y a près du tribunal des dommages de guerre un commissaire principal et un ou plusieurs commissaires de l'État; leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils représentent l'État et font valoir les conclusions que commande l'intérêt général.

Le tribunal est tenu de statuer sur leurs réquisitions.

ART. 13^{bis}. — Les Commissaires de l'État sont nommés par le Roi pour un terme d'un an et peuvent être révoqués par lui.

En cas de vacance ou d'empêchement les fonctions de commissaire principal sont remplies par le plus ancien Commissaire de l'État.

ART. 19^{bis}. — Les cours de dommages de guerre peuvent siéger dans toutes les communes de leur ressort.

Le Commissaire de l'État peut requérir le transfert de la Cour dans une commune de son ressort et la Cour est tenue de déléger à cette réquisition.

ART. 20. — Il y a dans chaque Cour des dommages de guerre un président qui est spécialement chargé sur la réquisition du Commissaire principal de l'État, de distribuer les affaires et d'assurer la bonne marche des travaux.

Wetsontwerp van de Regering.

noemd door den Koning voor een termijn van drie jaar en kunnen door hem worden afgezet.

De artikelen 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 zijn toepasselijk op de rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 13. — Bij de rechtbank voor oorlogsschade zijn er een hoofdcommissaris en een of meer Staatscommissarissen; hun aantal wordt bepaald door den Koning naar de behoeften van den dienst.

Zij vertegenwoordigen den Staat en doen de besluiten gelden, welke het algemeen belang vergt.

De rechtbank is gehouden uitspraak te doen omtrent hunne vorderingen.

ART. 13^{bis}. — De Staatscommissarissen worden door den Koning benoemd voor een termijn van één jaar en kunnen door hem worden afgezet.

Staat de betrekking van hoofdcommissaris open of is deze belet, dan wordt zijn ambt door den oudsten Staatscommissaris waargenomen.

ART. 19^{bis}. — De Hoven voor oorlogsschade kunnen in al de gemeenten van hun gebied zetelen.

De Staatscommissaris kan vorderen dat het Hof zich naar eene gemeente uit zijn rechtsgebied overplaatse en het Hof dient op die vordering in te gaan.

ART. 20. — In elk Hof voor oorlogsschade is er een voorzitter die, op vordering van den hoofdstaatscommissaris, inzonderheid belast is met de verdeeling der zaken en met den degelijken gang der werkzaamheden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 13. — Comme au projet

ART. 13. — Zooals in het ontwerp.

ART. 13^{bis}. — Comme au projet.ART. 13^{bis}. — Zooals in het ontwerp.ART. 13^{ter}. — Voir ci-dessus art. 2^{quater}
du projet moins l'alinéa 2.ART. 13^{ter}. — Zie hierna art. 2^{quater}
van het ontwerp met weglating van lid 2.ART. 19^{bis}. — Comme au projet.ART. 19^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 20. — Supprimer cet article.

ART. 20. — Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering

ART. 23. — Le Président de la Cour et les Présidents de Chambres sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats et avocats-avoués inscrits depuis au moins dix ans à leur tableau respectif, les personnes ayant enseigné le droit pendant le même laps de temps dans une université.

Les assesseurs sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre des Affaires Economiques, parmi les personnes compétentes.

ART. 24. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Président de Chambre le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un Président de Chambre, il est remplacé par un autre Président de Chambre désigné par le Président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, ou un professeur d'université réunissant les conditions requises pour être nommé Président de Chambre, désigné par le Ministre des Affaires Economiques.

ART. 25. — Il y a dans chaque Cour des dommages de guerre un greffier âgé de 30 ans accomplis, dont les attributions sont déterminées par les articles 158, 159, 160, 169 et 170 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

Le greffier est nommé par le Roi pour un terme de trois ans et peut être révoqué par lui.

ART. 26. — Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs greffiers-adjoints,

ART. 23. — De Voorzitter van het Hof en de Kamervoorzitters worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaar onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advocaten en advocaten-pleitbezorgers die sedert minstens tien jaar op hunne respectievelijke lijst zijn ingeschreven, onder de personen die de rechten hebben gedoceerd in eene hoogeschool gedurende hetzelfde tijdsverloop.

De assessoren worden verkozen voor een termijn van drie jaren, door den Minister van Economische Zaken, onder de bevoegde personen.

ART. 24. — Ingeval de Voorzitter belet is, wordt hij vervangen door den oudsten Kamervoorzitter.

Ingeval een Kamervoorzitter verhinderd is, wordt hij door een anderen Kamervoorzitter vervangen, aangeduid door den Voorzitter, of door een door den Minister van Economische Zaken aangeduiden werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger of hoogleeraar die aan de vereischten voldoet om tot Kamervoorzitter benoemd te worden.

ART. 25. — In elk Hof voor oorlogschade is er een griffier, die ten volle 30 jaar oud is, wiens bevoegdheid bepaald is bij de artikelen 158, 159, 160, 169 en 170 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De griffier wordt door den Koning benoemd voor een termijn van drie jaar en kan door hem worden afgezet.

ART. 26. — De griffier wordt bijgestaan door een of meer toegevoegde

Texte proposé par la Commission.

ART. 23. — Le Président de la Cour et les Présidents de Chambre sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats inscrits depuis au moins dix ans *au tableau de leur ordre* et les personnes ayant enseigné le droit pendant le même laps de temps dans une université.

Les assesseurs sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre *de la Justice*, parmi les personnes compétentes.

ART. 24. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Président de Chambre le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un Président de Chambre, il est remplacé par un autre Président de Chambre désigné par le Président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, ou un professeur d'université réunissant les conditions requises pour être nommé Président de Chambre, désigné par le Ministre *de la Justice*.

ART. 25. — Comme au projet.

ART. 26. — Comme au projet.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 23. — De Voorzitter van het Hof en de Kamervoorzitters worden door den Koning voor een termijn van drie jaar benoemd onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advocaten die sedert minstens tien jaar *op de tabel hunner orde* zijn ingeschreven, alsmede onder de personen die de rechten hebben gedoceerd in 'eene hoogeschool gedurende hetzelfde tijdsverloop.

De assessoren worden verkozen, voor een termijn van drie jaren, door den Minister *van Justitie* onder de bevoegde personen.

ART. 24. — Ingeval de Voorzitter belet is, wordt hij vervangen door den oudsten Kamervoorzitter.

Ingeval een Kamervoorzitter verhinderd is, wordt hij vervangen door een anderen Kamervoorzitter, dien de Voorzitter aanwijst, of door een door den Minister *van Justitie* aangewezen werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat of hoogleeraar die aan de vereischten voldoet om tot Kamervoorzitter benoemd te worden.

ART. 25. — Zooals in het ontwerp.

ART. 26. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

âgés de 25 ans accomplis, dont le nombre est déterminé par le Roi, suivant les besoins du service.

Les greffiers-adjoints sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans et peuvent être révoqués par lui.

Les articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux tribunaux de dommages de guerre.

ART. 26^{bis}. — Il y a près de chaque Cour de dommages de guerre un commissaire principal et un ou plusieurs commissaires de l'État. Leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils représentent l'État et font valoir les conclusions que commande l'intérêt général.

ART. 26^{ter}. — Les Commissaires de l'État près la Cour de dommages de guerre sont nommés par le Roi pour un terme d'un an et peuvent être révoqués par lui. En cas de vacance ou d'empêchement, les fonctions de Commissaire principal sont remplies par le plus ancien Commissaire de l'État près la Cour.

ART. 27. — Les demandes de constatation et d'évaluation sont remises ou adressées sous pli recommandé au Commissaire principal près le tribunal des dommages de guerre, en double exemplaire, conformément aux dispositions suivantes. Il en tient registre et en délivre récépissé.

griffiers, ten volle 25 jaar oud, wier aantal door den Koning, naar de noodwendigheden van den dienst, wordt bepaald.

De toegevoegde griffiers worden door den Koning benoemd voor een termijn van drie jaar en kunnen door hem worden afgezet.

De artikelen 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 zijn toepasselijk op de rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 26^{bis}. — Bij elk Hof voor oorlogsschade zijn er een hoofdcommissaris en één of meer commissarissen van den Staat. Hun aantal wordt bepaald, naar de noodwendigheden van den dienst, door den Koning.

Zij vertegenwoordigen den Staat en doende besluiten gelden, welke het algemeen belang vergt.

ART. 26^{ter}. — De Staatscommissarissen bij het Hof voor oorlogsschade worden benoemd door den Koning voor een termijn van één jaar en kunnen door hem worden afgezet. Staat de betrekking van Hoofdcommissaris open of is deze ambtenaar belet, dan wordt zijn ambt waargenomen door den oudsten Staatscommissaris bij het Hof.

ART. 27. — De aanvragen tot vaststelling en raming worden afgeleverd of onder aangeteekenden omslag verzonden aan den Hoofdcommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, in dubbel exemplaar, overeenkomstig hiernavolgende beschikkingen. Deze houdt er aantekening van en levert daarvoor een ontvangstbewijs.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 26^{bis}. — Comme au projet.

ART. 26^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

Ajouter un alinéa final :

L'article 13^{ter} est applicable au Commissaire principal.

Eene slotalinea toe te voegen :

Artikel 13^{ter} is van toepassing op den Hoofddcommissaris.

ART. 26^{ter}. — Comme au projet.

ART. 26^{ter}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 27. — Les demandes *de réparation* sont remises ou adressées sous pli recommandé *au griffe du tribunal* des dommages de guerre, en double exemplaire, conformément aux dispositions suivantes.

ART. 27. — De aanvragen tot *herstel* worden afgeleverd of onder aangeteekenden omslag overgemaakt aan de *griffie der rechtbank* voor oorlogsschade, in dubbel exemplaar, overeenkomstig de hiernavolgende bepalingen.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 29. — Les demandes relatives aux dommages causés aux biens, contiennent l'indication précise et l'estimation séparée et détaillée de tous les biens endommagés ou détruits.

Les demandes relatives aux dommages causés aux biens contiennent l'indication précise du fait dommageable, du lieu, de l'époque et des circonstances dans lesquelles il s'est produit, ainsi que du préjudice qui en est résulté pour le réclamant, eu égard à sa situation.

Chaque demande est accompagnée de toutes les pièces justificatives.

S'il y a lieu, elle mentionne l'indemnité que l'intéressé a reçue, soit de l'État, soit de tiers, ainsi que la cause du versement de cette indemnité.

Dans le cas contraire, elle contient l'affirmation que les intéressés n'ont reçu aucune indemnité ou ne sont en droit d'introduire aucune demande de réparation.

ART. 36. — Le Commissaire de l'État convoque le sinistré devant le tribunal, par lettre recommandée à la poste, au moins cinq jours francs avant l'audience. La lettre indique les lieu, jour et heure de la comparution. Le tribunal s'efforce

ART. 29. — In de aanvragen betreffende schade aan goederen, staan de nauwkeurige opgaaf en de afzonderlijke omstandige raming van alle beschadigde of vernielde goederen.

De aanvragen betreffende schade aan personen behelzen de nauwkeurige opgaaf van het schadelijk feit, van de plaats, van het tijdstip en van de omstandigheden waar of waarin het zich heeft voorgedaan, alsmede van het nadeel welk daaruit voor den aanlegger, ten aanzien van zijn toestand, is voortgesproten.

Bij elke aanvraag worden al de bewijsstukken gevoegd.

Desgevorderd vermeldt zij de vergoeding welke de belanghebbende reeds, hetzij van den Staat, hetzij van derde personen, zou ontvangen hebben, alsmede de reden van de uitbetaling dier vergoeding.

In tegenovergesteld geval, vervat zij de bevestiging dat de belanghebbenden geen vergoeding hebben ontvangen of geen recht hebben om 't even welken eisch tot herstel in te stellen.

ART. 36. — De Staatscommissaris roept den geteisterde voor de rechtbank, bij eenen ter post aangeteekenden brief, minstens vijf volle dagen voor het verhoor. De brief vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning. De rechtbank

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Le greffier en tient registre et en délivre récépissé. Il les transmet sans retard avec les pièces justificatives au commissaire principal.

De griffier houdt er aanteekening van en levert daarvan ontvangstbewijs. Hij maakt ze onverwijld aan den hoofdcommissaris over met de bewijsstukken.

ART. 29. — (Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

Les demandes relatives aux dommages causés aux *personnes* contiennent l'indication précise du fait dommageable, du lieu, de l'époque et des circonstances dans lesquelles il s'est produit, ainsi que du préjudice qui en est résulté pour le réclamant, eu égard à sa situation.

De aanvragen betreffende schade aan *personen* behelzen de nauwkeurige opgave van het schadelijk feit, van de plaats, van het tijdstip en van de omstandigheden waar of waarin het zich heeft voorgedaan, alsmede van het nadeel welk daaruit voor den eischer, ten aanzien van zijnen toestand, is voortgesproten.

Le reste de l'article comme au projet.

Het overige van het artikel zooals in het ontwerp.

ART. 35. — *Les affaires sont distribuées entre les Chambres du tribunal par le Président statuant sur la réquisition du Commissaire principal.*

ART. 35. — *De zaken worden onder de Kamers der rechtbank verdeeld door den Voorzitter; deze beslist op vordering van den Hoofdcommissaris.*

ART. 36. — Le Commissaire de l'État convoque le sinistré devant le tribunal, par lettre recommandée à la poste, au moins cinq jours francs avant l'audience. La lettre indique les lieu, jour et heure de la comparution. Le tribunal entend

ART. 36. — De Staatscommissaris roept den geteisterde voor de rechtbank, bij éenen ter post aangeteekenden brief, minstens vijf volle dagen vóór het verhoor. De brief vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning. De rechtbank

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

de concilier les parties. Si celles-ci concluent un accord, le tribunal est appelé à statuer sur son homologation.

En cas de non conciliation, le tribunal rend un jugement fixant le montant de l'indemnité allouée au sinistré. S'il ne possède pas les données qui permettent de fixer immédiatement le montant de cette indemnité, il accorde au sinistré une allocation provisionnelle.

ART. 37. — Pourra également le sinistré saisir le tribunal des dommages de guerre par voie de citation d'huissier donnés directement au Commissaire de l'État.

ART. 37^{bis}. — Le Commissaire de l'État est autorisé à transiger avec le sinistré sans homologation du tribunal quand la demande ne dépasse pas 10,000 francs. La transaction est toutefois soumise à l'approbation du Ministre des Affaires Économiques.

ART. 39. — Tout moyen de preuve, même par simple présomption, est admis pour établir la réalité et l'importance des dommages. Les parents et domestiques peuvent être entendus comme témoins.

Le tribunal peut entendre toutes personnes ayant une compétence spéciale pour l'évaluation des dommages et ordonner toutes expertises et mesures d'instruction qui lui sembleraient utiles. Il peut se transporter sur les lieux et déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres.

tracht de partijen te bevredigen. Komen deze tot eene overeenkomst, dan hoeft de rechtbank uitspraak te doen over dezer bekrachtiging.

Worden de partijen het niet eens, dan velt de rechtbank een vonnis, waarbij het bedrag van de aan den geteisterde toegewezen vergoeding wordt bepaald. Zoo zij de gegevens niet bezit om onmiddellijk dit bedrag te bepalen, verleent zij aan den geteisterde eene tegemoetkoming bij voorraad.

ART. 37. — De geteisterde kan insgelijks een geding voor de rechtbank brengen bij dagvaarding door deurwaarder, rechtstreeks aan den Staatscommissaris gegeven.

ART. 37^{bis}. — De Staatscommissaris is gemachtigd om, zonder bekrachtiging door de rechtbank, met den geteisterde tot een vergelijk te komen, wanneer de eisch geen 10,000 frank overtreft. De overeenkomst wordt evenwel den Minister van Economische Zaken ter goedkeuring voorgelegd.

ART. 39. — Elk bewijsmiddel, zelfs bij bloot vermoeden, komt in aanmerking tot staving van de wezenlijkheid en gewichtigheid der schade. De bloedverwanten en dienstboden mogen als getuigen worden gehoord.

De rechtbank mag alle personen hooren, die eene bijzondere bevoegdheid hebben, en alle deskundige onderzoekingen en andere onderzoeksmaatregelen bevelen, welke zij oorbaar acht. Zij mag zich ter plaatse begeven of daartoe één of meer harer leden aanstellen.

Texte proposé par la Commission.

le sinistré et le commissaire de l'Etat; il s'efforce de concilier les parties. Si celles-ci concluent un accord, le tribunal est appelé à statuer sur son homologation.

(Comme au projet.)

ART. 37. — Pourra également le sinistré saisir le tribunal des dommages de guerre *par une requête déposée ou adressée par lettre recommandée au greffe dont il adressera un double, sous pli recommandé*, au Commissaire principal de l'Etat.

ART. 37^{bis}. — Comme au projet.

ART. 39. — Comme au projet.

(Comme au projet.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

hoort den geteisterde en de Staatscommissaris; zij tracht de partijen te doen overeenkomen. Komen deze tot eene overeenkomst, dan behoeft de rechtbank uitspraak te doen over dezer bekrachtiging.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 37. — De geteisterde kan insgelijks de zaak voor de rechtbank brengen *door een ter griffie neergelede of daaraan bij aangeteekenden brief gezonden verzoekschrift, waarvan hij een afschrift aan den Staatscommissaris overmaakt onder aangeteekenden omslag.*

ART. 37^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 39. — Zooals in het ontwerp.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi du Gouvernement.

Le Président ou le Vice-Président ainsi désigné peut, sur les réquisitions du Commissaire de l'État, statuer, suivant la procédure indiquée à l'article 49^{bis}, sur toute demande d'allocation provisionnelle, introduite en vertu de l'article 9 de la loi du 10 juin 1919 ou du chapitre III de la loi du 10 mai 1919, pourvu, dans ces cas, que la demande soit introduite en vue de remploi immédiat.

ART. 39^{bis}. — Le Roi peut, eu égard aux nécessités du service, créer, auprès des tribunaux de dommages de guerre, des Commissions d'arbitres.

Un arrêté royal règle l'organisation de ces Commissions.

ART. 39^{ter}. — Les Commissions d'arbitres s'efforcent de concilier les parties, constatent, s'il y a lieu, leurs accords.

En cas de conciliation, l'accord est soumis d'urgence à l'approbation du Commissaire de l'État et, s'il y a lieu, à l'homologation au tribunal.

En cas de non conciliation, la Commission constate la réalité et l'importance du dommage et transmet ses conclusions au Commissaire de l'État.

ART. 39^{quater}. — Les évaluations des Commissions arbitrales sont rendues publiques par la voie de l'affichage à la porte du tribunal des dommages de guerre et de la Maison communale de la localité où les biens détruits sont situés.

Wetsontwerp van de Regering.

De alzoö aangestelde Voorzitter of Ondervoorzitter kan, op vordering van den Staatscommissaris en naar de bij artikel 49^{bis} aangeduide rechtspleging, uitspraak doen over allen, krachtens artikel 9 van de wet van 10 Juni 1919 of hoofdstuk III van de wet van 10 Mei 1919, ter verkrijging van eene tegemoetkoming bij voorraad ingestelden eisch, mits, in dit geval, de eisch, met het oog op eene onmiddellijke wederbelegging, ingesteld zij.

ART. 39^{bis}. — De Koning kan, gelet op de noodwendigheden van den dienst, Commissiën van scheidsrechters bij de rechtbanken voor oorlogsschade instellen.

Een koninklijk besluit regelt de inrichting dezer Commissiën.

ART. 39^{ter}. — De Commissiën van scheidsrechters trachten de partijen te bevredigen, en stellen, desgevorderd, hunne overeenkomsten vast.

Zijn de partijen het eens geworden, dan wordt de overeenkomst aan de goedkeuring van den Staatscommissaris en, desgevorderd, aan de bekrachtiging der rechtbank onderworpen.

Maar worden zij het niet eens, dan stelt de Commissie de werkelijkheid en gewichtigheid der schade vast en maakt hare besluiten aan den Staatscommissaris over.

ART. 39^{quater}. — De ramingen der Scheidsrechterlijke Commissiën worden openbaar gemaakt door middel van berichten aangeplakt aan de deur van de rechtbank voor oorlogsschade en van het gemeentehuis van de plaats waar de vernielde goederen gelegen zijn.

Texte proposé par la Commission.

Le Président ou le Vice-Président ainsi désigné peut, *sur la demande de l'intéressé*, sur les réquisitions du Commissaire de l'Etat, *ou même d'office*, suivant la procédure indiquée à l'article 49^{bis}, accorder des allocations provisionnelles, *par application des dispositions du chapitre VII de la loi du 19 mai 1919, pour autant que les indemnités soient demandées en vue de remploi immédiat, et de l'article 9 de la loi du 10 juin 1919.*

ART. 39^{bis}. — Comme au projet.

ART. 39^{ter}. — Comme au projet.

ART. 39^{quater}. — Comme au projet.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Op verzoek van den belanghebbende, kan de alzoö aangelste Voorzitter of Ondervoorzitter, op vordering van den Staatscommissaris, *of zelfs van ambtswege*, mits inachtneming van de regeling bepaald bij artikel 49^{bis}, tegemoetkomingen bij voorraad verleenē *krachtens het bepaalde in hoofdstuk VII der wet van 19 Mei 1919, in zooverre de vergoedingen zijn aangevraagd tot onmiddellijke wederbelegging, en krachtens artikel 9 der wet van 10 Juni 1919.*

ART. 39^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 39^{ter}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 39^{quater}. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 45^{bis}. — Le tribunal peut décerner une Commission rogatoire à un autre tribunal pour les constatations et les évaluations des biens situés en dehors de son arrondissement.

ART. 46. — Dans les cas urgents, le tribunal peut ordonner telles mesures qu'il juge nécessaires pour empêcher que l'état des lieux ne soit modifié et que les choses donnant lieu à une réclamation ne soient enlevées, déplacées ou détériorées.

Si le sinistré ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher l'aggravation des dommages, le Commissaire de l'État peut, le sinistré dûment appelé, faire dresser un état des lieux qui servira de base à l'appréciation des indemnités dues à l'intéressé.

ART. 49^{bis}. — Le président du tribunal et le Vice-Président qu'il délègue à cette fin statuent par voie de référé sur tous les cas dont il reconnaît l'urgence et qui rentrent dans la compétence des tribunaux de dommages de guerre par application de la présente loi.

Rentrent notamment dans sa compétence, l'application des dispositions prévues par le chapitre VII de la loi du 10 mai 1919 pour autant que les indemnités soient demandées en vue du remploi immédiat, et l'article 9 de la loi du 10 juin 1919.

Le juge des référés est saisi soit par le Commissaire de l'État, soit par le

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 45^{bis}. — De rechtbank kan aan eene andere rechtbank een opdracht tot onderzoek geven voor de vaststelling en raming der buiten haar arrondissement gelegen goederen.

ART. 46. — In dringende gevallen, mag de rechtbank alle maatregelen treffen welke zij noodig acht om te beletten dat aan den bestaanden toestand der plaats verandering worde gebracht en de zaken, welke gronden tot eenen eisch geven, weggenomen, verplaatst of beschadigd worden.

Bijaldien de geteisterde de noodige maatregelen niet treft om toename van schade te verhinderen, kan de Staatscommissaris, na den geteisterde behoorlijk te hebben opgeroepen, eenen staat van bevinding doen opmaken, welke tot grondslag zal dienen voor het schatten van de aan den geteisterde verschuldigde vergoedingen.

ART. 49^{bis}. — De voorzitter van de rechtbank en de ondervoorzitter, welken hij te dien einde machtigt, doen bij wijze van kortgeding uitspraak over al de gevallen waarvan hij de dringendheid erkent en welke, bij toepassing van deze wet, binnen de bevoegdheid vallen van de rechtbanken voor oorlogsschade.

Vallen, onder meer, binnen zijne bevoegdheid : de toepassing der bepalingen voorzien bij hoofdstuk VII van de wet van 10 Mei 1919, voor zoover de vergoedingen voor onmiddellijke wederbelegging worden aangevraagd, en bij artikel 9 van de wet van 10 Juni 1919.

De zaak wordt voor den rechter in kortgeding gebracht hetzij door den

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 45^{bis}. — Comme au projet.ART. 45^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 46. — Comme au projet.

ART. 46. — Zooals in het ontwerp.

ART. 49^{bis}. — Comme au projet sauf
à supprimer au dernier alinéa « 14
à 18 ».

ART. 49^{bis}. — Zooals in het ontwerp
mits weglating van « 14 tot 18 » in de
slotalinea.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

sinistré ainsi qu'il est dit à l'article 37 de la présente loi.

Les ordonnances du juge des référés ne feront aucun préjudice au principal; elles ne sont pas susceptibles d'opposition.

Les articles 4, 14 à 18, 37 à 50 de la présente loi leur sont applicables.

ART. 49^{ter}. — Dans les communes adoptées par la Nation, le juge des référés pourra, le sinistré dûment appelé par lettre du greffier, accorder d'office pour la reconstruction des immeubles entièrement détruits, une allocation provisionnelle égale à vingt fois le revenu cadastral de la propriété bâtie.

L'ordonnance ne sera exécutée que si le sinistré s'engage à commencer, dans un délai de trois mois, la reconstruction de son immeuble.

Cette ordonnance n'est pas susceptible d'appel.

ART. 51. — Le greffier délivre dans les quarante-huit heures, au Commissaire de l'État, un extrait de tout jugement.

Il notifie dans les quarante-huit heures au sinistré, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, le jugement du tribunal. L'acte de notification reproduit l'article 53 ci-après.

Notification est également donnée dans les trois jours au Ministre des Affaires Économiques.

Staatscommissaris, hetzij door den geteisterde, zooals gezegd wordt bij artikel 37 van deze wet.

De bevelschriften van den rechter in kortgeding zullen hoegenaamd de hoofdzaak niet benadeelen; zij zijn niet vatbaar voor verzet.

De artikelen 4, 14 tot 18, 37 tot 50 van deze wet zijn toepasselijk op hen.

ART. 49^{ter}. — In de door de Natie aangenomen gemeenten zal de rechter in kortgeding, na den geteisterde bij brief van den griffier behoorlijk te hebben opgeroepen, ambtshalve voor het herophouwen van volslagen vernielde vaste goederen eene tegemoetkoming bij voorraad kunnen verleen ten bedrage van twintig maal het kadastraal inkomen van het gebouwd eigendom.

Het bevelschrift zal niet ten uitvoer worden gelegd dan indien de geteisterde zich verbindt binnen een termijn van drie maand met de herophouwing van zijn vast goed aan te vangen.

Dit bevelschrift is niet vatbaar voor hooger beroep.

ART. 51. — De griffier levert binnen acht en veertig uur een uittreksel van alle vonnis af aan den Staatscommissaris.

Hij beteekent het vonnis van de rechtbank binnen acht en veertig uur aan den geteisterde, bij eenen ter post aangeteekenden brief, met ontvangstbericht. Op de akte van beteekening staat hiernavolgend artikel 53 vermeld.

Beteekening wordt insgelijks, binnen drie dagen, aan den Minister van Economische Zaken gegeven.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 49^{ter}. — Comme au projet.

ART. 49^{ter}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 51. — Comme au projet.

ART. 51. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering

ART. 52. — Le droit d'appel appartient au sinistré et au Commissaire de l'État, même dans un cas d'homologation.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, l'appel est toujours recevable.

En ce qui concerne les dommages aux biens, le taux du dernier ressort est déterminé par le montant de la demande.

Le sinistré et le Commissaire de l'État peuvent dans leur déclaration, limiter l'appel à une partie des biens endommagés ou détruits.

L'appel n'est recevable que si l'ensemble des dommages soumis à l'appréciation de la Cour dépasse 5,000 francs.

A défaut de limitation expresse, l'appel remet en question la demande tout entière.

Le délai expiré, la partie non appelante ne pourra former d'appel incident.

ART. 53. — L'appel est formé par la déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement.

A peine de nullité, la déclaration est motivée dans le délai d'un mois prenant cours à la date du prononcé du jugement. Le délai d'appel des ordon-

ART. 52. — Het recht op hooger beroep behoort aan den geteisterde en aan den Staatscommissaris, zelfs in een geval van rechterlijke bekrachtiging.

Voor schade aan personen, is het beroep steeds ontvankelijk.

Voor schade aan goederen wordt het beloop van den laatsten aanleg bepaald door het bedrag van den eisch.

De geteisterde en de Staatscommissaris kunnen in hunne verklaring het beroep tot een deel der beschadigde of vernielde goederen beperken:

Het beroep is slechts dan ontvankelijk wanneer de ter beoordeeling van het Hof onderworpen gezamenlijke schade meer dan 5,000 frank bedraagt.

Bij gemis aan duidelijke beperking, brengt het beroep den algeheelen eisch terug te berde.

Eens de termijn verstreken, zal de niet beroepende partij geen tusschen opkomend hooger beroep kunnen instellen.

ART. 53. — Het hooger beroep wordt ingesteld bij middel van de verklaring neergelegd ter griffie van de rechtbank die het vonnis heeft geveld.

Op straf van nietigheid, wordt de verklaring met redenen omkleed en gedaan binnen de maand na den datum waarop het vonnis werd uitgesproken.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 52. — Comme au projet.

ART. 52. — Zooals in het ontwerp.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

L'appel n'est recevable que si l'ensemble des dommages soumis à l'appréciation de la Cour dépasse 5,000 francs pour les demandes relatives aux immeubles et 3,000 francs pour les demandes relatives aux meubles.

Het beroep is alleen dan ontvankelijk wanneer de ter beoordeeling van het Hof onderworpen gezamenlijke schade meer dan 5,000 frank bedraagt voor de eischen betreffende de onroerende goederen en meer dan 3,000 frank voor de eischen betreffende de roerende goederen.

A défaut de limitation expresse, l'appel remet en question la demande tout entière.

Bij gemis aan duidelijke beperking, brengt het beroep den algeheelen eisch terug te berde.

Le délai expiré, la partie non appelante ne pourra former l'appel incident, *sauf s'il y a appel par le Commissaire de l'État dans un cas d'homologation.*

Eens de termijn verstreken, zal de niet beroepende partij geen tusschenberoep kunnen instellen, *behalve wanneer door den Staatscommissaris beroep is ingesteld in een geval van bekrachtiging.*

ART. 53. — *L'appel est formé par déclaration motivée, déposée ou adressée par pli recommandé, dans le mois du prononcé du jugement, au greffe du tribunal qui l'a rendu; le tout à peine de nullité.*

ART. 53. — *Het beroep wordt ingesteld bij met redenen omkleede verklaring, binnen ééne maand na het uitspreken van het vonnis neêrgelegd of bij aangeteekenden brief overgemaakt ter griffie van de rechtbank die het heeft gewezen, dat alles op straffe van nietigheid.*

Le délai d'appel est réduit à quinze jours pour les ordonnances de référé.

De termijn tot het instellen van beroep wordt tot vijftien dagen verminderd voor de bevelschriften op kortgeding,

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

nances de référé est réduit à quinze jours.

Le dossier est transmis sans délai par le greffier au Commissaire principal près la Cour des dommages de guerre, lequel fait citer le sinistré devant la Cour par lettre recommandée à la poste.

Cette lettre recommandée à la poste est envoyée quinze jours au moins avant l'audience.

Elle indique les lieu, jours et heure de comparution, ainsi que l'objet de l'appel.

ART. 54. — Il n'y aura appel de tout jugement rendu en cours d'instance qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de celui-ci.

Les jugements accordant des allocations provisionnelles sont susceptibles d'appel en tout état de cause.

ART. 56. — Le greffier notifie au sinistré, au Commissaire de l'Etat et au Ministre des Affaires Economiques, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, l'arrêt rendu par la Cour.

ART. 57. — Les arrêts rendus par les Cours de dommages de guerre ne sont pas susceptibles d'opposition.

De termijn voor hooger beroep tegen de bevelschriften op kortgeding is tot op vijftien dagen gebracht.

De bundel wordt onverwijld overgemaakt door den greffier aan den Hoofdcommissaris bij het Hof voor oorlogsschade, die den geteisterde ten Hove daagt bij eenen ter post aangeteekenden brief.

Deze ter post aangeteekende brief wordt minstens vijftien dagen vóór het verhoor verzonden.

Hij vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning, alsmede de zaak waarover het beroep gaat.

ART. 54. — Beroep tegen elke uitspraak gedaan in den loop van het geding zal slechts na de einduitspraak en gezamenlijk met het beroep tegen dezelfde geschieden.

Elke uitspraak, waarbij tegemoetkomingen bij voorraad worden toegestaan, is, in elken stand der zaak, vatbaar voor hooger beroep.

ART. 56. — De griffier beteekent de door het Hof gedane uitspraak aan den geteisterde, aan den Staatcommissaris en aan den Minister van Economische Zaken bij eenen ter post aangeteekenden brief, met ontvangstbericht.

ART. 57. — Geen verzet is ontvankelijk tegen de arresten van de Hoven voor oorlogsschade.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

La suite comme au projet.

Het overige zooals in het ontwerp.

ART. 54. — Comme au projet.

ART. 54. — Zooals in het ontwerp.

Les jugements *sur demandes* provisionnelles sont susceptibles d'appel en tout état de cause.

De vonnissen *op eischen* bij voorraad zijn vatbaar voor beroep in elken stand der zaak.

ART. 55. — *Sont applicables aux Cours des dommages de guerre, les dispositions des articles 14 à 18, 35 à 39, 40 à 49, 50.*

ART. 55. — *Het bepaalde in de artikelen 14 tot 18, 35 tot 39, 40 tot 49, 50, is van toepassing op de Hoven voor oorlogsschade.*

La requête prévue à l'article 37 est déposée au greffe de la Cour et le double en est adressé au Commissaire principal d'appel.

Het bij artikel 37 voorziene verzoekschrift wordt neêrgelegd ter griffie van het Hof; een afschrift wordt daarvan overgemaakt aan den Staatscommissaris in beroep.

ART. 56. — Comme au projet.

ART. 56. — Zooals in het ontwerp.

ART. 57. — Comme ci-contre.

ART. 57. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetontwerp van de Regeering.

Ils peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de Cassation pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi, conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile, aux art. 80 et 88 de la loi du 27 Ventose, an VIII.

ART. 57^{bis}. — Le Roi pourra, si les nécessités l'exigent, modifier les dispositions du présent titre sur la procédure à suivre devant les Cours et Tribunaux de dommages de guerre.

ART. 62. — Avant d'entrer en fonctions, les membres des Tribunaux et Cours de dommages de guerre prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831. Ils jurent, en outre, de faire part aux membres de la Chambre à laquelle ils sont attachés, de toutes les démarches dont ils seraient l'objet à l'occasion des affaires sur lesquelles la Chambre aura à statuer.

Le Président de la Cour et le Président du Tribunal prêtent ce serment entre les mains du premier Président de la Cour d'appel, en personne ou par écrit.

Les Présidents des Chambres, les Vice-Présidents, assesseurs, greffiers et greffiers adjoints le prêtent entre les mains du Président de la Cour ou du Tribunal.

Les présidents, vice-présidents et assesseurs effectifs ou suppléants des Cours et tribunaux de dommages de

Tegen dezen mag verhaal genomen worden bij het Hof van Verbreking wegens onbevoegdheid, machtsmisbruik of wetschending, overeenkomstig hoofdstuk II, van boek IV, van het Wetboek op de burgerlijke rechtspleging en artikelen 80 en 88 van de wet van 24 Ventose jaar VIII.

ART. 57^{bis}. — Zoo de noodwendigheden het eischen, zal de Koning de bepalingen van dezen titel betreffende de voor de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade te volgen rechtspleging kunnen wijzigen.

ART. 62. — Alvorens in bediening te treden, leggen de leden van de Rechtbanken en Hoven voor oorlogsschaden eed af, voorgeschreven bij het decreet van 20 Juli 1831. Zij zweren bovendien aan de leden van de Kamer, waaraan zij verbonden zijn, alle stappen te zullen mededeelen, welke bij hen zouden worden gedaan ter gelegenheid van de zaken waarover de Kamer zal uitspraak hebben te doen.

De Voorzitter van het Hof en de Voorzitter van de Rechtbank leggen, in eigen persoon of schriftelijk, dezen eed af vóór den eersten Voorzitter van het Hof van beroep.

Voorzitters van de Kamers, onderzitters, assessoren, griffiers en toegevoegde griffiers leggen dezen af vóór den Voorzitter van het Hof of van de Rechtbank.

Voorzitters, ondervoorzitters en werkelijke of plaatsvervangende assessoren van de Hoven en rechtbanken

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Remplacer le deuxième alinéa par la disposition suivante :

ART. 57^{bis}. — *Les arrêts et les jugements en dernier ressort rendus par les Cours et les tribunaux des dommages de guerre* peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de Cassation pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi, conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile et aux art. 80 et 88 de la loi du 27 Ventose, an VIII.

ART. 57^{bis}. — Supprimer cet article.

ART. 62. — Comme au projet.

Het tweede lid te vervangen door de navolgende bepaling :

ART. 57^{bis}. — *Van de arresten en vonnissen, in hoogsten aanleg gewezen door de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade*, kan men in voorziening komen bij het Verbrekingshof wegens onbevoegdheid, machtsmisbruik of wetschending, overeenkomstig titel II, boek IV, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvoetring en de artikelen 80 en 88 der wet van 24 Ventose jaar VII.

ART. 57^{bis}. — Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 62. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement

Wetsontwerp van de Regering.

guerre, les greffiers et greffiers-adjoints, les Commissaires principaux et les Commissaires de l'État sont soumis à la même discipline que les membres des Cours d'appel et des tribunaux de première instance, leurs greffiers et greffiers-adjoints et les officiers du Ministère public.

Lorsque la Cour d'appel exerce ses attributions disciplinaires à l'égard des membres des Cours et tribunaux de dommages de guerre, elle statue en audience solennelle conformément à l'article 85 de la loi du 18 juin 1869. En cas de négligence ou de manquement grave aux règles de la discipline, le Roi peut les révoquer sur l'avis conforme de la Cour d'appel du ressort, statuant comme il vient d'être dit, le Procureur général entendu.

ART. 63. — Les représentants légaux des incapables peuvent, sans aucune autorisation, exercer au nom de ceux-ci les actions résultant du présent arrêté-loi. La femme mariée peut les exercer sans l'assistance de son mari.

Le Collège des bourgmestres et échevins dresse à l'expiration du délai mentionné à l'alinéa 1^{er} de l'article 52 l'état des dommages au sujet desquels aucune demande n'a été déposée. Cet état, contenant, si possible, l'indication de la raison pour laquelle les demandes n'ont pas été présentées, est transmis au commissaire principal près le tribunal des dommages de guerre qui, sous réserve du droit des

voor oorlogsschade, griffiers en toegevoegde griffiers, Hoofdstaatscommissarissen en Staatscommissarissen zijn aan dezelfde tucht onderworpen als de leden van de Hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, hunne griffiers en toegevoegde griffiers en de ambtenaren van het Openbaar Ministerie.

Wanneer het Hof van beroep zijne tuchtbevoegdheid uitoefent ten opzichte van de leden der Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, doet het uitspraak in plechtige audiëntie overeenkomstig artikel 85 van de wet van 18 Juni 1869. In geval van nalatigheid of zwaar verzuim ten aanzien van de tuchtverordeningen, kan de Koning ze afstellen op eensluidend advies van het Hof van beroep van het gebied, uitspraak doende zooals hierboven is gezegd, en na den Procureur-generaal te hebben gehoord.

ART. 63. — De wettelijke vertegenwoordigers der onbekwamen kunnen, zonder machtiging, in dezer naam de rechtsvorderingen instellen, voortspruitende uit het onderhavig besluit-wet. De gehuwde vrouw mag ze uitoefenen zonder den bijstand van haren man.

Het College van burgemeester en schepenen maakt, na het verstrijken van den tijd, vermeld in alinea 1 van artikel 52, den staat der schade op, waarvoor er geen aanvraag werd ingediend. Deze staat behelst, zoo mogelijk, opgave van de reden waarom de aanvragen niet werden ingediend, en wordt overgemaakt aan den Hoofdc-commissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade die, onder voorbehoud van het

Texte proposé par la Commission

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 63. — Comme au projet.

ART. 63. — Zooals in het ontwerp.

Faire de l'alinéa 2 un article 63^{bis},
en remplaçant dans l'alinéa 2 les mots
« à l'alinéa 1^{er} de l'article 32 » par :
« à l'expiration du délai fixé pour le
dépôt des demandes en réparation ».

Het 2^e lid te lezen als artikel 63^{bis},
mits in lid 2 de woorden : « bij ali-
nea 1 van artikel 32 » worden ver-
vangen door « na het verstrijken van
den tijd bepaald voor het indienen der
eischen tot herstel ».

Projet de loi du Gouvernement.

Wetontwerp van de Regeering.

intéressés, fait procéder d'office à la constatation et à l'évaluation des dommages.

recht der belanghebbenden, van ambtswege tot de vaststelling en de raming van de schade doet overgaan.

ART. 75. — Les frais de la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre, ainsi que ceux résultant du fonctionnement des juridictions instituées par le présent arrêté-loi, sont à la charge de l'État. Néanmoins, les cours et tribunaux de dommages de guerre peuvent mettre à la charge des parties les frais qui auraient été frustatoirement faits par elles ou à leur requête. Les frais sont liquidés par le jugement. Le sinistré qui succombe devant le juge des référés supporte les frais de cette instance,

ART. 75. — De onkosten van de rechtspleging voor vaststelling en raming der oorlogsschade, alsmede degene voortspuitende uit de werking der bij onderhavig besluit-wet in 't leven geroepen rechtsinstellingen, vallen ten laste van het Rijk. Evenwel kunnen de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade, ten laste van de partijen, de onkosten leggen welke nutteloos werden gedaan door haar of op haar aanzoek. De onkosten worden vereffend bij de rechterlijke uitspraak. De geëiste, die door den rechter in kortgeding in 't ongelijk wordt gesteld, draagt de kosten van dit rechtsgeding.

ART. 76. — Les communes où siègent les cours et tribunaux de dommages de guerre fournissent les locaux nécessaires pour la tenue des séances et le service du greffe et des commissaires de l'État auprès des dites juridictions.

ART. 76. — De gemeenten, waar de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade zetelen, verstrekken de voor het houden der zittingen en voor den dienst van de griffie en van de Staatscommissarissen bij bedoelde rechtsinstellingen noodige lokalen.

ART. 77. — Le Roi peut confier, concurremment avec les commissaires de

ART. 77. — De Koning kan, te zamen met de Staatscommissarissen, het bij arti-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 72. — Ajouter un alinéa ainsi conçu :

La correspondance des sinistrés avec les présidents des Cours et tribunaux de dommages de guerre et les Commissaires de l'État a lieu en franchise de port.

ART. 73. — Comme au projet.

ART. 76. — Comme au projet.

Ajouter ce qui suit :

Elles peuvent réclamer à l'État le remboursement des frais qui en résultent.

ART. 77. — Comme au projet.

ART. 72. — Een lid toe te voegen, luidende :

De briefwisseling van de geëisteerden met de voorzitters der Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade en met de Staatscommissarissen is portvrij.

ART. 73. — Zooals in het ontwerp.

ART. 76. — Zooals in het ontwerp.

Het volgende toe te voegen.

De terugbetaling der kosten, die daaruit voortvloeien, kunnen zij van den Staat vorderen.

ART. 77. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

l'État, la surveillance du remploi prévue par les articles 15 et suivants de la loi du 10 mai 1919 à des inspecteurs ou inspecteurs-adjoints des dommages de guerre.

ART. 78. — Les commissaires principaux et commissaires de l'État près les cours et tribunaux de dommages de guerre, les inspecteurs et les inspecteurs-adjoints de dommages de guerre, sont officiers de police judiciaire; en cette qualité, ils sont chargés de rechercher dans le ressort qu'il leur est assigné, les délits prévus par l'article 66 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Ils dressent des procès-verbaux à l'effet de constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des délits, ainsi que les preuves qu'ils auraient pu recueillir.

Ces procès verbaux font foi jusqu'à preuve contraire

ART. 79. — Les bourgmestres et les présidents des tribunaux des dommages de guerre transmettront au commissaire principal près le tribunal de dommages de guerre, dans le délai d'un mois, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, les demandes dont ils seraient détenteurs en vertu de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Les mandats des commissaires de l'État près des cours et tribunaux des dommages de guerre, nommés par application de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, expireront un an après la promulgation de la présente loi.

ARTICLE II.

La section première du titre II de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, com-

Wetsontwerp van de Regering.

kel 15 en volgende artikelen van de wet van 10 Mei 1919 voorziene toezicht over de wederbelegging opdragen aan opzieners en toegevoegde opzieners voor oorlogsschade.

ART. 78. — De Hoofdstaatscommissarissen en Staatscommissarissen bij de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, de opzieners en toegevoegde opzieners voor oorlogsschade zijn ambtenaren van gerechtelijke politie; in deze hoedanigheid zijn zij belast met het opzoeken in het hun aangewezen gebied naar de bij artikel 66 van het besluit-wet van 23 October 1918 voorziene misdrijven.

Zij maken processen-verbaal op ten einde aard, omstandigheden, tijd en plaats van de misdrijven, alsmede de door hen ingewonnen bewijzen vast te stellen.

Deze processen-verbaal zijn geldig voor zoover het tegenoverstelde niet bewezen is.

ART. 79. — De burgemeesters en de voorzitters van de rechtbanken voor oorlogsschade zullen binnen ééne maand, met ingang van het van kracht worden van deze wet, aan den hoofdcommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade de aanvragen overmaken, waarvan zij in bezit zouden zijn krachtens het besluit-wet van 23 October 1918.

De mandaten van de bij toepassing van het besluit-wet van 23 October 1918 bij de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade benoemde Staatscommissarissen verstrijken één jaar na de afkondiging van deze wet.

ARTIKEL II.

Afdeeling één van hoofdstuk II van het wet-besluit van 23 October 1918,

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 78. — Comme au projet.

ART. 78. — Zooals in het ontwerp.

ART. 79. — Comme au projet.

ART. 79. — Zooals in het ontwerp.

Faire de ce dernier alinéa un article 80.

Die laatste alinea te lezen als artikel 80.

ARTICLE II.

ARTIKEL II.

*Les dispositions de l'article I ci-dessus et celles non abrogées de l'arrêté-**De bepalingen van bovenstaand artikel I en de niet ingetrokken bepalingen*

Projet de loi du Gouvernement.

Wettontwerp van de Regering.

prenant les articles 2^{bis}, 2^{ter} et 2^{quater},
prend le titre : De la compétence.

behelzende de artikelen 2^{bis}, 2^{ter} en
2^{quater}, neemt als titel : Bevoegdheid.

Les sections A et B, du même titre,
deviennent les sections II et III.

Afdeelingen A en B van hetzelfde
hoofdstuk worden afdeelingen II en III.

ARTICLE III.

ARTIKEL III.

Sont abrogés :

Worden ingetrokken :

Les articles 2, 32 à 35 et le titre IV
de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 sur
la constatation et l'évaluation des dom-
mages de guerre;

Artikelen 2, 32 tot 35 en hoofdstuk IV
van het wet-besluit van 23 October 1918
op de vaststelling en raming van de
oorlogsschade;

L'article 2 de la loi du 24 février
1919 relative à des avances par l'Etat
pour les dommages causés aux biens par
les faits de la guerre.

Artikel 2 van de wet van 24 Februari
1919 betreffende voorschotten door den
Staat voor door oorlogsfeiten aan goe-
deren veroorzaakte schade.

ARTICLE IV.

ARTIKEL IV.

Il est ajouté à la loi du 10 mai 1919
un article 19^{bis} ainsi conçu :

Aan de wet van 10 Mei 1919 wordt
een artikel 19^{bis} toegevoegd, luidende
als volgt :

Art. 19^{bis}. — Le Roi peut, sur l'avis
du Conseil supérieur des dommages de
guerre, fixer, par catégories de biens,
des coefficients d'après lesquels les juri-
dictions de dommages de guerre sont
tenues de déterminer le montant des
indemnités de remploi,

Art. 19^{bis}. — De Koning kan, op
advies van den Hoogerem Raad voor
oorlogsschade, coefficienten per catego-
rieën goederen vaststellen, waarnaar de
rechtsinstellingen voor oorlogsschade
gehouden zijn het bedrag der vergoe-
dingen voor wederbelegging te bepalen.

Texte proposé par la Commission.

loi du 23 octobre 1918 seront coordonnées et publiées au *Moniteur* par le gouvernement sous le titre : *Loi sur les Cours et Tribunaux de dommages de guerre*. Le titre II en deviendra le titre I; les articles 2^{bis}, 2^{ter} et 2^{quater} de la présente loi en formeront le titre II qui sera intitulé « de la Compétence ».

ARTICLE III.

Sont abrogés :

Les articles 1, 2, 5, 20, 32 à 34 et le titre IV de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre;

L'article 2 de la loi du 24 février 1919 relative à des avances par l'Etat pour les dommages causés aux biens par les faits de guerre.

DEUXIÈME PARTIE.

Modifications à la loi du 10 mai 1919

ARTICLE IV.

Comme au projet.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

gen van het besluit-wet van 23 October 1918 zullen door de Regeering samengeordend en in het Staatsblad bekendgemaakt worden onder dezen titel : *Wet op de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade*. Titel II zal worden gelezen als titel I; de artikelen 2^{bis}, 2^{ter} en 2^{quater} dezer wet zullen titel II daarvan uitmaken met het opschrift : « *Bevoegdheid* ».

ARTIKEL III.

Worden ingetrokken :

De artikelen 1, 2, 5, 20, 32 tot 34 en titel IV van het besluit-wet van 23 October 1918, op de vaststelling en raming der oorlogsschade;

Artikel 2 der wet van 24 Februari 1919 betreffende voorschotten door den Staat voor door oorlogsfeiten aan goederen veroorzaakte schade.

TWEEDE DEEL.

Wijzigingen in de wet van 10 Mei 1919.

ARTIKEL IV.

Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

ARTICLE V.

L'article 27 de la loi du 10 mai 1919 est complété comme suit :

En cas de refus du sinistré, l'offre sera tenue pour acceptée si le tribunal juge que le refus n'est pas justifié.

ARTICLE VI.

Le délai d'un mois prévu par l'article 49 de la loi du 10 mai 1919 est porté à deux mois.

ARTICLE VII.

L'article 52 de la loi du 10 mai 1919 est modifié comme suit :

Les tribunaux de dommages de guerre fixent les époques à partir desquelles les jugements sont exécutoires en ce qui concerne les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de emploi, conformément à l'article 15 ci-dessus.

ARTICLE VIII.

Un arrêté royal fixera la date de la mise en vigueur de la présente loi.

ARTIKEL V.

Artikel 27 van de wet van 10 Mei 1919 wordt aangevuld als volgt :

Bijaldien de geteisterde weigert, -zal het aanbod worden aangezien als zijnde aanvaard zoo de rechtbank oordeelt dat de weigering niet gebillijkt is.

ARTIKEL VI.

De bij artikel 49 van de wet van 10 Mei 1919 voorziene termijn van ééne maand wordt gebracht op twee maanden.

ARTIKEL VII.

Artikel 52 van de wet van 10 Mei 1919 wordt gewijzigd als volgt :

De rechtbanken voor oorlogsschade bepalen de tijdstippen, te beginnen waarvan de vonnissen uitvoerbaar zijn wat betreft de mits wederbelegging, overeenkomstig bovenstaande artikel 15 voorgoed of bij voorraad verleende vergoedingen.

ARTIKEL VIII.

Bij koninklijk besluit zal de datum van het van kracht worden dezer wet worden bepaald.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE V.

ARTIKEL V.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

ARTICLE VI.

ARTIKEL VI.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

ARTICLE VII.

ARTIKEL VII.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

ARTICLE VIII.

ARTIKEL VIII.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

(XLII)

(1)

(ANNEXE AU N° 162)

Chambre des Représentants.

SESSION 1919-1920.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif
à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits
de la guerre.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION, PAR M. **MECHELYNCK.**

ANNEXE

N° d'ordre.	TRIBUNAUX DE DOMMAGES DE GUERRE.	Chambres.	Présidents.	Vice-Présidents		Greffiers.	Greffiers adjoints		Commissaires de l'Etat.	Nombre de jugements rendus.	Montant des sommes allouées.
				en fonctions.	créés et non nommés		en fonctions.	créés et non nommés			
1	Anvers	5	1	4	1	»	4	1	11	424	26,405,586
2	Malines	4	1	3	1	1	3	»	6	682	14,512,675
3	Turnhout	2	1	1	»	1	1	1	3	21	27,253
4	Bruxelles	8	1	7	1	1	7	1	16	970	4,623,365
5	Louvain	5	1	4	1	1	4	1	8	527	23,994,043
6	Nivelles	2	1	1	»	1	1	1	4	35	27,383,558
7	Charleroi	7	1	6	1	1	6	1	21	687	50,765,441
8	Mons	5	1	5	»	1	4	1	8	54	3,263,564
9	Tournai	3	1	2	1	1	2	»	6	601	24,954,706
10	Audenarde	3	1	3	»	1	2	»	5	189	2,784,854
11	Gand	5	1	5	»	1	4	1	11	142	3,603,714
12	Termonde	3	1	2	1	1	2	»	6	160	11,971,979
13	Bruges	3	1	3	»	1	2	»	5	332	18,254,773
14	Courtrai	3	1	3	»	»	2	»	5	1,307	20,916,628
15	Furnes	5	1	4	1	1	6	»	10	337	12,889,647
16	Ypres	5	1	4	1	1	5	1	9	38	2,832,526
17	Liège	7	1	6	1	1	6	1	14	129	172,860,373
18	Huy	2	1	1	»	1	1	1	3	109	463,017
19	Verviers	3	1	3	»	1	2	»	5	172	1,927,271
20	Arlon	1	1	»	»	1	»	1	4	54	304,548
21	Marche	1	1	»	»	1	»	1	3	176	953,099
22	Neufchâteau	1	1	»	»	1	»	1	2	259	6,030,898
23	Dinant	3	1	3	»	1	2	»	7	115	17,839,023
24	Namur	3	1	2	1	1	2	»	6	328	3,502,616
25	Hasselt	2	1	1	»	1	1	1	3	78	782,972
26	Tongres	2	1	1	»	1	1	1	3	120	603,925
		93	26	74	11			16	184	8,096	454,473,654
		111									

La composition des tribunaux est celle du 1^{er} mars 1920.

Les renseignements sur les jugements rendus et les sommes allouées sont ceux transmis à l'Office des dommages de guerre à la date du 15 mars 1920.

(N^o 162)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1920.

Wetsontwerp tot herziening van het besluit-wet van 23 October 1918 betreffende het vaststellen en ramen van de uit oorlogsfeiten voortspruitende schade ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UTGEBRACHT DOOR DEN HEER MECHELYNCK.

MIJNE HEEREN,

De wetten van 10 Mei en 10 Juni 1919 hebben bepaald welke vergoedingen de Staat verleent voor oorlogsschade aan personen en aan goederen.

Bijzondere rechtbanken ingericht door een besluit-wet, op 23 October 1918, eenige dagen vóór de vrijmaking van het grondgebied, ondérteekend, zijn gelast uitspraak te doen over de aanvragen tot vergoeding.

Ten einde in de meest dringende behoeften van 's Lands wederopbouw te voorzien, heeft eene wet van 24 Februari 1919 de Regeering gemachtigd een vergelijk te treffen, wanneer de aanvragen niet 2,000 frank overschrijden, en voorschotten te verleen op de vergoedingen, later door de rechtbanken voor oorlogsschade te bepalen.

Door de wet van 10 Mei 1919 werd een termijn van zes maanden, door die van 10 Juni een termijn van drie maanden vastgesteld, op straffe van vervallenverklaring, tot het indienen der aanvragen tot herstel; eene wet van 16 October 1919 bracht den eersten termijn van zes tot negen maanden, den tweeden, van drie tot zes maanden; eene tweede wet van 26 Februari 1920 verlengde den termijn voor de schade aan goederen tot 20 October 1920.

(1) Wetsontwerp, n^o 103.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren BERLOZ, BUYL, CARLIER, COLAERT, COUSOT, DE BRUYCKER, DEBUNNE, DEVEZE, DE WOUTERS d'OPLINTER, DOMS, GLORIE, HALLET, LOMBARD, SERRUYS, VAN DIEVOET, VAN VLAENDEREN en WAUWERMANS.

De aanvragen tot herstel waren, op 20 October 1919, ten getale van 600,000 (1). Dit getal zal gedurig toenemen tot den 20ⁿ April.

26 rechtbanken voor oorlogsschade, met 111 magistraten (voorzitters en ondervoorzitters) en waaraan 184 Staatscommissarissen zijn toegevoegd, zijn gelast die aanvragen te onderzoeken en daarover uitspraak te doen.

In de Memorie van Toelichting heeft de Regeering de voorgoed verleende vergoedingen en de voorschotten vermeld, welke tot 7 Februari laatstleden waren verleend; op verzoek der Commissie heeft zij aan deze den toestand op 1 Maart doen kennen :

A. — Voorgoed verleende tegemoetkomingen.	7 Februari	1 Maart	Getal belanghebbenden.
1 ^o Vonnissen	290,158,466 27	693,566,318 10	7,676
2 ^o Vergelijk voor minder dan 2,000 frank	1,861,313 58	2,338,796 07	3,591
	<u>291,999,779 85</u>	<u>695,905,114 17</u>	<u>11,267</u>
B. — Voorschotten.			
Voorschotten van minder dan 10,000 frank	15,577,772 75	19,480,221 75	3,892
Op bons van opeischings	182,378,662 »	207,019,995 95	653
Per 10 verrichtingen	6,060,875 »	8,367,575 »	723
	<u>204,017,309 75</u>	<u>234,867,792 70</u>	<u>5,268</u>
Voorgoed verleende tegemoetkomingen	291,999,779 85	695,905,114 17	11,267
Voorschotten	<u>204,017,309 75</u>	<u>234,867,792 70</u>	<u>5,268</u>
	<u>496,017,089 60</u>	<u>930,772,906 87</u>	<u>16,535</u>
Voorschotten bij koninklijk besluit verleend aan instellingen van den Staat of van openbaar nut	»	248,150,000 »	
		<u>1,178,922,906 87</u>	

Dus hebben, op meer dan 600,000 geteisterden, slechts 16,535 eene vergoeding ontvangen; slechts voor 11,267 werden hunne rechten voorgoed vereffend.

Een onlangs door de Regeering gegeven antwoord (2) op eene vraag, die haar in den Senaat gesteld werd door Senator Nolf, verstrekt inlichtingen voor een deel der verwoeste gewesten.

Drie en tachtig duizend aanvragen werden ingediend te Ieperen, 13,790 te Veurne. De rechtbank te Ieperen sprak 343 vonnissen uit, waarbij fr. 3,327,842.52 vergoedingen verleend werden; die te Veurne 241, waarbij fr. 10,954,347.10 werden verleend.

(1) Vergadering van 12 Februari 1919, *Handelingen der Kamer*, 1919-1920, blz. 338.

(2) Vragen en antwoorden, 1919-1920, blz. 54.

Krachtdadige maatregelen dienen dadelijk te worden genomen om eenen toestand te verhelpen, die noodzakelijkerwijze aanleiding geven zal tot ontevredenheid en tot moedeloosheid.

Als eerste hulpmiddel stelt de Regeering wijzigingen voor in de inrichting der rechtbanken voor oorlogsschade en in de rechtspleging ingevoerd door het besluit-wet van 23 October 1918.

Men kan ze samenvatten als volgt :

1° Instelling, in de rechtbanken, van eene rechtsmacht voor kortgedingen met de bevoegdheid voor den rechter in kortgeding vergoedingen bij voorraad te verleen;

2° Instelling van scheidsrechterlijke commissiën; de inrichting ervan wordt door het ontwerp aan een koninklijk besluit overgelaten; volgens de Memorie van Toelichting zouden die commissiën ingericht worden in gelijke kaders als die, welke door de Fransche wet van 17 April 1919 aangenomen werden;

3° Verhooging van 2,000 tot 10,000 frank van het cijfer bepaald voor het treffen van een vergelijk zonder bekrachtiging tusschen de geteisterden en den Staat;

4° Afschaffing der verplichte pogingen tot minnelijke schikking, voorafgaande aan het indienen der aanvraag bij de rechtbank;

5° Regeling van het werk der Staatscommissarissen door het aanstellen van hoofdcommissarissen.

Dat zijn de voorgestelde maatregelen; hunne doelmatigheid zal afhangen van den geest van inrichting en methode, waarvan de hoofdcommissarissen in de vervulling van hun bestuursambt blijk zullen geven; van den ijver, de nauwgezetheid en de toewijding, waarmede de leden der rechtbanken voor oorlogsschade en de scheidsrechterlijke commissiën de verheven zending zullen vervullen, welke hun met het oog op 's Lands wederopbouw opgedragen is.

Titel van het wetsontwerp.

De artikelen I, II en III van het ontwerp betreffen het besluit-wet van 23 October 1918; de artikelen IV, V, VI en VII wijzigen de wet van 10 Mei 1919. De titel van het ontwerp bedoelt enkel de eerste dier bepalingen. De Commissie stelt voor, den titel derwijze aan te vullen dat de wet van 10 Mei 1919, alsmede het besluit-wet van 23 October 1919 daarin worden vermeld.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN

EERSTE DEEL

Wijziging in het besluit-wet van 23 October 1918.

EERSTE ARTIKEL

EERSTE ARTIKEL en ART. 2^{bis}, lid 1.

Bij artikel 42 gelast de wet van 10 Mei 1919 de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, de aan de goederen toegebrachte schade te regelen, en past zij de bepalingen van het besluit-wet van 23 October 1918 daarop toe.

In artikel 7 der wet van 10 Juni 1919 komt eene gelijke bepaling voor, wat de schade aan personen betreft.

Zóó blijken artikel 1 en artikel 2^{bis} van het ontwerp nutteloos.

Overigens, het eerste artikel zou niet kunnen behouden worden zooals het thans luidt ; evenals het besluit-wet bedoelt het enkel de vaststelling en de raming der schade, terwijl de wetten van 10 Mei en 10 Juni 1919 ten doel hebben, de aan de geëisteerden toe te kennen vergoedingen voorgoed vast te stellen. ⁽¹⁾

Anderzijds zijn in de wet van 10 Mei 1919 verscheidene bepalingen opgenomen omtrent de bevoegdheid (art. 10, 12, 41 en 74) ; deze hebben ten doel, de betwistingen op te lossen, welke de toepassing van artikel 49 van het besluit-wet zou kunnen uitlokken ; de algemeene bepaling van artikel 2^{bis} ware geschikt om die betwistingen te doen herleven.

De Commissie stelt voor, het eerste artikel en artikel 2^{bis}, lid 1, van het ontwerp te doen wegvallen.

ART. 2^{bis}, §§ 2, 3, 4, 5, 6 en 7 ; ART. 2^{ter}.

Het besluit-wet regelt niet uitdrukkelijk de plaatselijke bevoegdheid vóór de rechtbanken voor oorlogsschade : deze volgt slechts onrechtstreeks uit het bepaalde in artikel 32 aangaande de plaats, waar de aanvragen tot herstel moeten ingediend worden.

(1) Verslag over de wet van 10 Mei 1919, blz. 31, stuk n^o 73 van 1918-1919.

Lid 2, lid 3 en lid 4 van artikel 2^{bis} betreffen de plaatselijke bevoegdheid voor de schade aan goederen.

Lid 5 regelt de aanhangigheid en den samenhang; artikel 6, de geschillen van rechtsgebied.

In lid 7 is eene bijzondere bepaling opgenomen voor de schade geleden door de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen.

Artikel 2^{ter} wijst de rechtbank aan, welke bevoegd is voor de schade aan personen.

Omtrent deze bepalingen werd in de Commissie niet de minste opmerking gemaakt; lid 5 en lid 6 kunnen echter toegepast worden zoowel op de schade aan personen als op de schade aan goederen.

De Commissie stelt voor, die twee alinea's te vereenigen in een bijzonder artikel, dat artikel 2^{quater} zou worden.

ART. 2^{quater}.

Artikel 2^{quater} betreft de Hoofdcommissarissen van den Staat, krachtens artikel 13 bij elke rechtbank aangesteld; de Commissie stelt voor, de bepaling, waarbij hunne opdracht wordt omschreven, op te nemen na gezegd artikel 13; artikel 2^{quater} zou artikel 13^{ter} worden.

Het 1^{ste} lid van artikel 2^{quater} gaf aanleiding tot eene aanmerking: de Staatscommissarissen zijn niet belast met de vordering tot herstel; daarmee is belast de geteisterde, die haar voor de rechtbank vervolgt. Zij vertegenwoordigen den Staat bij de bijzondere rechtbanken voor oorlogsschade en doen bij deze de besluitschriften gelden, welke het algemeen belang oplegt; die opdracht is omschreven in artikel 13, § 2, wat het 2^{de} lid van artikel 2^{quater} onnoodig maakt.

De Commissie stelt voor, het de doen wegvallen.

ART. 5.

De werkzaamheden van den voorzitter der rechtbank voor oorlogsschade zijn dezelfde als die waarmee elke voorzitter eener rechtbank is belast: zij dienen niet bijzonder omschreven te worden. Anderzijds is het vaststellen der zaken bij artikel 36 van het ontwerp voorzien; het optreden van den Commissaris bij het verdeelen der zaken, in het ontwerp voorzien, kan worden vermeld in artikel 36.

De Commissie stelt voor, artikel 5 te doen wegvallen.

ART. 8.

In artikel 8 zijn vermeld sommige klassen van personen, onder welke de voorzitters en ondervoorzitters der rechtbanken voor oorlogsschade kunnen aangewezen worden. Om de mogelijke uitbreiding dier rechtbanken te vergemakkelijken, stelt de Commissie voor, er de pleitbezorgers en de notarissen bij te voegen.

Volgens het besluit-wet worden de werkelijke en plaatsvervangende assessoren aangewezen door den Eersten Voorzitter van het Hof van Beroep van het gebied of, bij ontstentenis van dezen, door den Minister van Justitie. Het Regeeringsontwerp schaft het optreden van den Eersten Voorzitter af en vervangt den Minister van Justitie door den Minister van Economische Zaken. De Commissie heeft de eerste wijziging aangenomen en de tweede verworpen. Het verslag aan den Koning, dat aan het besluit-wet van 23 October 1918 voorafgaat, herinnert aan de twee strekkingen, welke zich voordeden in den loop der studiën, waaraan het besluit-wet aanleiding gaf; eenerzijds wilde men bestuursinstellingen aanstellen; anderzijds wilde men de rechtbanken aanstellen; deze laatste zienswijze heeft ingang gevonden. De Commissie is van meening dat men aan de rechtbanken het bij het besluit-wet voorzien karakter dient te behouden en daartoe aan den Minister van Justitie de benoeming zoowel van de assessoren als van de voorzitters en ondervoorzitters niet te ontzeggen. Deze beslissing werd genomen met zeven stemmen tegen eene.

ART. 10.

Artikel 10 dient in overeenstemming te worden gebracht met artikel 8; daarin moeten de pleitbezorgers en de notarissen vermeld en de Minister van Economische Zaken door den Minister van Justitie vervangen worden.

ART. 20.

Artikel 20 kan weggelaten worden om de redenen, waarop het weglaten van artikel 5 steunt.

ART. 23.

De Commissie stelt voor, de woorden « advocaten-pleitbezorgers » weg te laten; bij de rechtbanken, gevestigd ten zetel van de Hoven van beroep, zijn er geen advocaten-pleitbezorgers; dezen zijn overigens in artikel 24 niet vermeld.

ART. 23 EN 24.

In de artikelen 23 en 24 moet de Minister van Economische Zaken vervangen worden, evenals in de artikelen 8 en 10, door den Minister van Justitie.

ART. 26^{bis}.

Het bepaalde in artikel 23^{quater}-13^{ter} is van toepassing op de Hoofddcommissarissen in beroep evenals op die in eersten aanleg; zij wordt, wat hen betreft, herhaald door een lid toegevoegd aan artikel 26^{bis}.

ART. 27.

Sedert de aanstelling van de rechtbanken worden de aanvragen tot vergoeding door de gemeentebesturen overgemaakt aan den Voorzitter der rechtbanken en in registers ingeschreven, welke door de griffiers worden bijgehouden. Het is beter de bestaande regeling te handhaven dan het bijhouden van de inschrijvingsregisters aan de griffie te ontnemen om de Staatscommissarissen daarmee te belasten.

De Commissie stelt voor, het woord « hoofdcommissaris » te vervangen door het woord « griffier » en toe te voegen : « Onverwijd maakt hij de aanvragen en de stukken over aan den Hoofdcommissaris ».

ART. 29.

In lid 2 van artikel 29 wordt de slotalinea van artikel 29 van het besluit-wet herhaald; zij is van toepassing op de personen, terwijl de eerste alinea van toepassing is op de goederen. De woorden « aan personen » moeten daarin de woorden « aan goederen » vervangen.

ART. 35.

Hier heeft de Commissie de bepaling opgenomen, welke de verdeling der zaken betreft en het beginsel bevestigt van het optreden van den Hoofdcommissaris, bedoeld bij artikel 5 van het Regeeringsontwerp; die bepaling zou luiden :

« De zaken worden onder de Kamers der rechtbank verdeeld door den » voorzitter; deze beslist op vordering van den Hoofdcommissaris. »

Gezegde bepaling heeft ten doel, de groepeerings der zaken te verzekeren hetzij naar de plaats waar de schade geleden werd, hetzij naar den aard der zaken, en tevens een vlugger onderzoek mogelijk te maken. Zoo zullen, bij voorbeeld, de aanvragen tot herstel wegens verlies of vernietiging van meubelen, door de inwoners eener gemeente ingediend, verwezen worden naar eene zelfde Kamer; vervolgens zal de Staatscommissaris, ten uitvoering van andere bepalingen van het ontwerp, vorderen dat de rechtbank zich in de gemeente begeve, en, dank zij dit onderzoek ter plaatse, zal zij op één zittingsdag eene reeks van die vragen gemakkelijker kunnen afhandelen.

ART. 36.

De Commissie stelt voor, in het eerste lid van artikel 39 van het besluit-wet op te nemen het eerste lid van het door het wetsontwerp niet herhaald artikel 36 : « De geteisterde en de Staatscommissaris worden door de rechtbank gehoord. »

ART. 37.

Door het Regeeringsontwerp wordt aan den Staatscommissaris de taak

overgelaten om te bepalen in welke orde de zaken door de rechtbank zullen onderzocht worden; tevens heeft de geteisterde het recht om het onderzoek zijner aanvragen te vorderen, indien het uitstel hem schaadt. Het wetsontwerp verplicht den geteisterde, over te gaan tot eene dagvaarding door deurwaarder; de Commissie was van meening dat een ter post aangeteekende brief in deze voldoende zou zijn.

ART. 39.

Door artikel 39, § 3, wordt aan den voorzitter of aan den ondervoorzitter, die door de rechtbank is afgevaardigd om zich ter plaatse te begeven, het recht toegekend om tegemoetkomingen bij voorraad te verleenen; volgens den tekst van het ontwerp zouden die tegemoetkomingen verleend worden « op vordering van den Staatscommissaris ».

Die bepaling is onvoldoende; de Commissie stelt voor, ze aan te vullen en te doen luiden :

« *Op verzoek van den belanghebbende kan de alzoo aangestelde voorzitter of ondervoorzitter, op vordering van den Staatscommissaris, of zelfs van ambtswege, mits inachtneming van de regeling bepaald bij artikel 49^{bis}, tegemoetkomingen bij voorraad verleenen bij toepassing van de bepalingen voorzien in hoofdstuk VII der wet van 10 Mei 1919, in zooverre de vergoedingen zijn aangevraagd tot onmiddellijke wederbelegging, en in artikel 9 der wet van 10 Juni 1919.* »

ART. 52.

Het besluit-wet bepaalde op 2,500 frank het beloop van het beroep; het ontwerp verhoogt het tot op 5,000 frank. De Commissie neemt eene verhooging van het beloop van het beroep aan, doch stelt voor, een onderscheid te maken : 5,000 frank, wanneer het geldt schade aan onroerende goederen; 3,000 frank voor de schade aan roerende goederen.

Het besluit-wet laat het tusschenberoep niet toe; de Commissie stelt eene uitzondering op dit beginsel voor; aan den geteisterde zou het toegelaten zijn, tusschenberoep aan te teekenen, indien het hoofdzakelijk beroep door den Staatscommissaris een geval van bekrachtiging mocht betreffen.

De bekrachtiging beoogde eene overeenkomst, een vergelijk, waarbij elke partij heeft afgezien van eenige harer eischen; het cijfer werd door den geteisterde aangenomen alleen omdat het door den Staatscommissaris was aangenomen en daardoor het proces een einde nam. Wordt het door den Staat betwist, dan moet de geteisterde, zijnerzijds, het middel hebben om al zijne rechten te doen gelden.

ART. 57^{bis}.

Door het ontwerp wordt voorgesteld, aan de Regeering de bevoegdheid te verleenen om de regeling, door de voorgaande artikelen bepaald, bij koninklijk besluit te wijzigen

De Commissie nam dit voorstel niet aan; zij is van meening dat bovengemelde regelen, bepaald door de wet, alleen door de wet kunnen gewijzigd worden.

Zij stelt aan de Kamer voor, het artikel te doen wegvallen.

ART. 63.

In artikel 63 komen twee bepalingen van verschillenden aard voor. De eerste betreft de rechten van de gehuwde vrouw en van de vertegenwoordigers der onbekwamen; de tweede gelast het College van Burgemeester en Schepenen, eenen staat op te maken van de schade, waarvoor geen aanvraag werd ingediend.

Die bepalingen moeten in afzonderlijke artikelen opgenomen worden.

De bij § 2 voorziene maatregel vrijwaart het recht van hen, voor wie het onmogelijk is handelend op te treden. Men kan echter de vraag stellen, hoe hij zal ten uitvoer gebracht worden. Krachtens het besluit-wet werden de aanvragen tot herstel aan de Colleges van Burgemeester en Schepenen overhandigd; deze maatregel wordt door het ontwerp ingetrokken en werkelijk werden talrijke aanvragen rechtstreeks gezonden hetzij aan de rechtbanken, hetzij aan de Staatscommissarissen; zij weten bijgevolg niet voor welke schade eene aanvraag ingediend werd.

De Regeering zal de maatregelen moeten voorschrijven, waardoor de gemeentebesturen in staat zullen gesteld worden de hun door het artikel opgelegde verplichting na te komen.

De tekst verwijst naar het 1^{ste} lid van artikel 32; deze bepaling wordt door het ontwerp ingetrokken; zij behoort te worden vervangen door de woorden: « na het verstrijken van den tijd bepaald tot het indienen van de aanvragen tot herstel ».

ART. 72.

Artikel 72 voorziet de vrijstelling van de formaliteiten van zegel en registratie voor sommige akten, de kosteloze registratie voor andere akten.

Opdat de geteisterden hunne rechten gemakkelijker zouden kunnen doen gelden, stelt de Commissie voor, daaraan toe te voegen den portvrijdom voor de briefwisseling van de geteisterden met de Voorzitters der hoven en rechtbanken voor oorlogsschade en met de Staatscommissarissen.

ART. 76.

Aan de gemeenten, waar de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade zitting houden, legt artikel 76 de verplichting op, de noodige lokalen te verschaffen tot het houden van de zittingen, alsmede voor den dienst der griffie en der Staatscommissarissen.

Dat is een zware last; de Commissie meent dat hij door den Staat moet

gedragen worden, evenals hij den last van het herstel der oorlogsschade draagt; zij stelt aan de Kamer voor, de gemeente te machtigen om de terugbetaling der kosten, welke de verplichting, bij artikel 76 voorzien, haar oplegt, van den Staat te vorderen.

ARTIKEL II.

De Commissie stelt voor, dit artikel aan te vullen door in de wet te bepalen dat de nieuwe bepalingen en de niet ingetrokken bepalingen van het besluit-wet door de Regeering zullen samengeordend en in het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

De titel van het besluit-wet stemt niet meer overeen met de behouden of gewijzigde bepalingen in hun geheel; zij beoogen het instellen en inrichten van de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, de vóór dezen na te komen regelen van bevoegdheid en rechtspleging. De samengeordende wet zal beter aangehaald worden onder dezen titel : « Wet op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade ».

ARTIKEL III.

Het wegvallen van de artikelen 1, 5 en 20 van het ontwerp heeft ten gevolge, dat de intrekking van die bepalingen van het besluit-wet dient te worden vermeld.

TWEEDE DEEL

Wet van 10 Juni 1919.

De artikelen IV, V, VI en VII van het ontwerp, waarbij de wet van 10 Mei 1919 worden gewijzigd, gaven geen aanleiding tot aanmerkingen.

*
* *

De Commissie heeft het ontwerp eenparig goedgekeurd en stelt aan de Kamer voor, het aan te nemen mits de wijzigingen, in dit verslag uiteengezet.

De Voorzitter-Verslaggever,

A. MECHELYNCK.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

Projet de loi du Gouvernement.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre.

ARTICLE I.

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre :

ART. 1^{er}. — Il est procédé de la manière prescrite par la présente loi pour la constatation et l'évaluation des dommages résultant des faits de guerre dont la réparation est prévue par les lois du 10 mai 1919, du 10 juin 1919 et du 13 novembre 1919.

ART. 2^{bis}. — Les actions en réparation des dommages visés à l'article I du Titre I sont exclusivement de la compétence des tribunaux de dommages de guerre institués par la présente loi.

Le tribunal dans le ressort duquel les biens endommagés ou détruits sont

Wetsontwerp van de Regering.

Wetsontwerp houdende herziening van het wet-besluit van 23 October 1918 betreffende het vaststellen en ramen van de uit oorlogsfeiten voort-spruitende schade.

ARTIKEL I.

In het besluit-wet van 23 October 1918 op de vaststelling en raming der oorlogsschade worden de hierna volgende wijzigingen gebracht :

ART. 1. — Er wordt op de bij deze wet voorgeschreven wijze overgegaan tot de vaststelling en raming van uit oorlogsfeiten voortspruitende schade, waarvan het herstel voorzien is bij de wetten van 10 Mei 1919, 10 Juni 1919 en 13 November 1919.

ART. 2^{bis}. — De rechtsvorderingen tot herstel van de bij artikel I van Titel I bedoelde schade vallen uitsluitend binnen de bevoegdheid van de bij deze wet ingestelde rechtbanken voor oorlogsschade.

De rechtbank, in het rechtsgebied derwelke de beschadigde of vernielde

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre *et modifiant la loi du 10 mai 1919, sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre.*

Wetsontwerp tot herziening van het besluit-wet van 23 October 1918 betreffende het vaststellen en ramen van de uit oorlogsfeiten voortspruitende schade *en tot wijziging der wet van 10 Mei 1919 op het herstel der schade voortspruitende uit oorlogsfeiten.*

PREMIÈRE PARTIE.

EERSTE DEEL.

Revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Herziening van het besluit-wet van 23 October 1918.

ARTICLE I.

ARTIKEL I.

Comme au projet.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 1^{er}. — Supprimer cette disposition.

ART. 1. — Deze bepaling te doen wegvallen.

ART. 2^{bis}. — Supprimer l'alinéa 1.

ART. 2^{bis}. — Het 1^{re} lid te doen wegvallen.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

ou étaient situés, est seul compétent pour connaître de la cause.

Lorsque des biens de même nature constituant un seul immeuble ou faisant partie d'une même entreprise industrielle, commerciale ou agricole et appartenant au même propriétaire sont situés dans plusieurs arrondissements, la demande est portée devant le tribunal de l'arrondissement dans le ressort duquel se sont produits les dommages donnant lieu à la réclamation la plus importante.

L'exception d'incompétence n'est plus reçue lorsqu'il est intervenu une décision même préparatoire sur le fond; jusqu'à ce moment elle peut être soulevée d'office.

En cas de litispendance ou de connexité la connaissance de la cause est retenue par le juge qui en a été saisi le premier.

En cas de conflit positif ou négatif de juridiction, la Cour de cassation règle de juge.

L'action en réparation des dommages causés à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux sera portée devant le tribunal des dommages de guerre de Bruxelles.

ART. 2^{ter}. — En ce qui concerne les dommages aux personnes, le tribunal compétent est celui de l'arrondissement où résidait la victime lorsque le fait dommageable s'est produit.

ART. 2^{quater}. — Sous l'autorité du Ministre des Affaires Economiques, les Commissaires principaux de l'Etat près les Cours et tribunaux de dommages de guerre :

goederen gelegen zijn of waren, is alleen bevoegd om van de zaak kennis te nemen.

Wanneer goederen van denzelfden aard, welke slechts één vast goed uitmaken of bij één en dezelfde nijverheids-, handels- of landbouwonderneming behooren en aan denzelfden eigenaar toebehooren, in verscheidene arrondissemten gelegen zijn, dan wordt de eisch gebracht voor de rechtbank van het arrondissement, in wier rechtsgebied de schade is gebeurd, welke aanleiding heeft gegeven tot den gewichtigsten eisch.

De uitneming van onbevoegdheid wordt niet meer ontvangen, wanneer er eene beslissing — zelfs al ware zij eene voorbereidende — over den grond der zaak gevallen is; tot op dit oogenblik kan zij ambtshalve opgeworpen worden.

In geval van aanhangigheid en samenhang behoudt de rechter, die de eerste kennis heeft genomen van de zaak, de kennisneming ervan aan zich.

In geval van positief of negatief geschil van rechtsgebied regelt het Hof van Verbreking het rechtsgebied.

De rechtsvordering tot herstel van de schade toegebracht aan de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen zal worden gebracht voor de rechtbank voor oorlogsschade te Brussel.

ART. 2^{ter}. — Wat de schade aan personen betreft, is de rechtbank van het arrondissement waarin het slachtoffer verbleef, toen het schadelijk feit voorviel, de bevoegde rechtbank.

ART. 2^{quater}. — Onder het gezag van den Minister van Economische Zaken stellen de Hoofdstaatscommissarissen bij de Hóven en rechtbanken voor

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

Réunir les alinéas 5 et 6 du projet en un article 2^{quater}.Lid 5 en lid 6 van het ontwerp te vereenigen in een artikel 2^{quater}.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 2^{ter}. — (Comme au projet.)ART. 2^{ter}. — (Zooals in het ontwerp.)ART. 2^{quater}. — Transporter cette disposition à la suite de l'article 13^{bis} en supprimant l'alinéa 2.(Voir ci-dessous l'article 13^{ter}).ART. 2^{quater}. — Deze bepaling op te nemen na artikel 13^{bis} met weglating van het 2^{de} lid.(Zie hierna artikel 13^{ter}).

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

exercent l'action en réparation des dommages visés à l'article 1^{er} du Titre I;

surveillent l'exécution des lois devant les Cours et tribunaux de dommages et l'exécution de leurs arrêts et jugements;

veillent au maintien de l'ordre, de la discipline, de la régularité du service dans ces Cours et tribunaux, lorsqu'ils ont des observations à faire à cet égard, les présidents sont tenus, sur leur demande, de convoquer une assemblée générale, à laquelle ils assistent par eux ou par un Commissaire de l'Etat qu'ils désignent.

ART. 4. — Les tribunaux de dommages de guerre peuvent siéger dans toutes les communes de leur ressort.

Le Commissaire de l'Etat peut requérir le transfert du tribunal dans une commune de son ressort et le tribunal est tenu de déférer à cette réquisition.

ART. 5. — Il y a, dans chaque tribunal des dommages de guerre, un président qui est spécialement chargé sur la réquisition du Commissaire principal de l'Etat de distribuer les affaires et d'assurer la bonne marche des travaux.

ART. 8. — Le président du tribunal des dommages de guerre et le vice-président sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats et avocats-avoués, inscrits à leurs tableaux respectifs depuis au moins dix ans, et les personnes ayant enseigné le droit dans une Université pendant le même laps de temps. Les

oorlogsschade de rechtsvordering in tot herstel van de bij artikel 1 van Titel I bedoelde schade;

houden zij toezicht over de uitvoering van de wetten vóór de Hoven en rechtbanken alsmede over de uitvoering van hunne arresten en vonnissen;

zorgen zij voor de handhaving van de orde, de tucht, de regelmatige werking van den dienst bij deze Hoven en rechtbanken; hebben zij hieromtrent opmerkingen te maken, zoo zijn de voorzitters, op hun verzoek, gehouden eene algemeene vergadering te beleggen, waarop zij zelf of eén door hen aangewezen Staatscommissaris aanwezig zijn.

ART. 4. — De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen in al de gemeenten van haar gebied zetelen.

De Staatscommissaris kan vorderen dat de rechtbank zich naar eene gemeente van haar gebied overplaatse en de rechtbank is gehouden op die vordering in te gaan.

ART. 5. — In elke rechtbank voor oorlogsschade is er een voorzitter die inzonderheid belast is, op vordering van den Hoofdstaatscommissaris, met de verdeling der rechtszaken en met dezer degelijke afwikkeling.

ART. 8. — De voorzitter van de rechtbank voor oorlogsschade en de ondervoorzitter worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaren onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advocaten of advocaten-pleitbezorgers, ingeschreven op hunne respectievelijke lijsten sedert minstens tien jaar, en onder de personen die gedurende hetzelfde

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 4. — Comme au projet.

ART. 4. — Zooals in het ontwerp.

ART. 5. — Supprimer cet article.

ART. 5. — Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 8. — Le président du tribunal des dommages de guerre et le vice-président sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats, avocats-avoués *et avoués*, inscrits à leurs tableaux respectifs depuis au moins dix ans, *les notaires ayant exercé leurs fonctions* et les personnes ayant enseigné le droit dans une Uni-

ART. 8. — De voorzitter van de rechtbank voor oorlogsschade en de ondervoorzitter worden door den Koning voor een termijn van drie jaren benoemd onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advocaten, advocaten-pleitbezorgers *en pleitbezorgers*, ingeschreven op hunne respectieve lijsten sedert minstens tien jaar, *onder de notarissen die hun*

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

assesseurs effectifs et les assesseurs suppléants sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre des Affaires Economiques parmi les personnes spécialement compétentes. Leurs mandats peuvent être renouvelés.

ART. 10. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Vice-Président le plus ancien.

Encas d'empêchement d'un vice-président, il peut être remplacé par un autre vice-président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, un avocat-avoué ou un professeur d'université réunissant les conditions exigées pour être nommé vice-président, désigné par le Ministre des Affaires Economiques.

ART. 11. — Il y a dans chaque tribunal des dommages de guerre, un greffier âgé de 25 ans accomplis dont les attributions sont déterminées par les articles 158, 159, 160, 162, 169 et 170 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Le greffier est nommé par le Roi pour un terme de trois ans et peut être révoqué par lui.

ART. 12. — Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints, âgés de 21 ans accomplis, dont le nombre est déterminé par le Roi suivant le besoin du service.

Les greffiers adjoints sont nommés

tijdsbestek de rechten in eene hoogeschool hebben gedoceerd. De werkelijke en de plaatsvervangende assessoren worden voor een termijn van drie jaren gekozen door den Minister van Economische Zaken uit de bijzonder bevoegde personen. Hunne mandaten kunnen vernieuwd worden.

ART. 10. — Zoo de Voorzitter belet is, wordt hij door den oudsten Ondervoorzitter vervangen.

Is een ondervoorzitter belet, dan kan hij vervangen worden door eenen anderen ondervoorzitter, aangeduid door den Voorzitter of door een door den Minister van Economische Zaken daartoe aangestelden werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger of hoogleeraar, die aan alle vereischte voorwaarden voldoet om tot ondervoorzitter te worden benoemd.

ART. 11. — Er is in iedere rechtbank voor oorlogsschade een griffier, ten volle 25 jaar oud, wiens bevoegdheid is omschreven bij de artikelen 158, 159, 160, 162, 169 en 170 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De griffier wordt door den Koning voor een termijn van drie jaar benoemd en kan door hem worden afgezet.

ART. 12. — De griffier wordt bijgestaan door een of meer toegevoegde griffiers, ten volle 21 jaar oud, wier aantal door den Koning wordt vastgesteld naar de behoeften van den dienst.

De toegevoegde griffiers worden be-

Texte proposé par la Commission.

versité pendant le même laps de temps.

Les assesseurs effectifs et les assesseurs suppléants sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre *de la Justice* parmi les personnes spécialement compétentes.

Leurs mandats peuvent être renouvelés.

ART. 10. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Vice-Président le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un vice-président, il peut être remplacé par un autre vice-président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, un avocat-avoué, *un avoué, un notaire* ou un professeur d'université réunissant les conditions exigées pour être nommé vice-président, désigné par le Ministre *de la Justice*.

ART. 11. — Comme au projet.

ART. 12. — Comme au projet.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ambt hebben uitgeoefend en de personen die de rechten in eene hoogeschool hebben gedoceerd gedurende hetzelfde tijdsbestek.

De werkelijke en de plaatsvervangende assessoren worden voor een termijn van drie jaren gekozen door den Minister van *Justitie* onder de bijzonder bevoegde personen.

Hunne mandaten kunnen vernieuwd worden.

ART. 10. — Zoo de Voorzitter belet is, wordt hij door den oudsten Ondervoorzitter vervangen.

Is een ondervoorzitter belet, dan kan hij vervangen worden dooreenen anderen ondervoorzitter of door een door den Minister van *Justitie* aangewezen werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger, *pleitbezorger, notaris* of hoogleeraar, die aan alle vereischten voldoet om tot ondervoorzitter te worden benoemd.

ART. 11 — Zooals in het ontwerp.

ART. 12. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

par le Roi pour un terme de trois ans et peuvent être révoqués par lui.

Les articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux tribunaux des dommages de guerre.

ART. 13. — Il y a près du tribunal des dommages de guerre un commissaire principal et un ou plusieurs commissaires de l'État; leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils représentent l'État et font valoir les conclusions que commande l'intérêt général.

Le tribunal est tenu de statuer sur leurs réquisitions.

ART. 13^{bis}. — Les Commissaires de l'État sont nommés par le Roi pour un terme d'un an et peuvent être révoqués par lui.

En cas de vacance ou d'empêchement les fonctions de commissaire principal sont remplies par le plus ancien Commissaire de l'État.

ART. 19^{bis}. — Les cours de dommages de guerre peuvent siéger dans toutes les communes de leur ressort.

Le Commissaire de l'État peut requérir le transfert de la Cour dans une commune de son ressort et la Cour est tenue de déférer à cette réquisition.

ART. 20. — Il y a dans chaque Cour des dommages de guerre un président qui est spécialement chargé sur la réquisition du Commissaire principal de l'État, de distribuer les affaires et d'assurer la bonne marche des travaux.

noemd door den Koning voor een termijn van drie jaar en kunnen door hem worden afgezet.

De artikelen 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 zijn toepasselijk op de rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 13. — Bij de rechtbank voor oorlogsschade zijn er een hoofdcommissaris en een of meer Staatscommissarissen; hun aantal wordt bepaald door den Koning naar de behoeften van den dienst.

Zij vertegenwoordigen den Staat en doen de besluiten gelden, welke het algemeen belang vergt.

De rechtbank is gehouden uitspraak te doen omtrent hunne vorderingen.

ART. 13^{bis}. — De Staatscommissarissen worden door den Koning benoemd voor een termijn van één jaar en kunnen door hem worden afgezet.

Staat de betrekking van hoofdkommissaris open of is deze belet, dan wordt zijn ambt door den oudsten Staatscommissaris waargenomen.

ART. 19^{bis}. — De Hoven voor oorlogsschade kunnen in al de gemeenten van hun gebied zetelen.

De Staatscommissaris kan vorderen dat het Hof zich naar eene gemeente uit zijn rechtsgebied overplaatse en het Hof dient op die vordering in te gaan.

ART. 20. — In elk Hof voor oorlogsschade is er een voorzitter die, op vordering van den hoofdstaatscommissaris, inzonderheid belast is met de verdeling der zaken en met den degeelijken gang der werkzaamheden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 13. — Comme au projet

ART. 13. — Zooals in het ontwerp.

ART. 13^{bis}. — Comme au projet.ART. 13^{bis}. — Zooals in het ontwerp.ART. 13^{ter}. — Voir ci-dessus art. 2^{quater}
du projet moins l'alinéa 2.ART. 13^{ter}. — Zie hierna art. 2^{quater}
van het ontwerp met weglating van lid 2.ART. 19^{bis}. — Comme au projet.ART. 19^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 20. — Supprimer cet article.

ART. 20. — Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering

ART. 23. — Le Président de la Cour et les Présidents de Chambres sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats et avocats-avoués inscrits depuis au moins dix ans à leur tableau respectif, les personnes ayant enseigné le droit pendant le même laps de temps dans une université.

Les assesseurs sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre des Affaires Economiques, parmi les personnes compétentes.

ART. 24. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Président de Chambre le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un Président de Chambre, il est remplacé par un autre Président de Chambre désigné par le Président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, ou un professeur d'université réunissant les conditions requises pour être nommé Président de Chambre, désigné par le Ministre des Affaires Economiques.

ART. 25. — Il y a dans chaque Cour des dommages de guerre un greffier âgé de 30 ans accomplis, dont les attributions sont déterminées par les articles 158, 159, 160, 169 et 170 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

Le greffier est nommé par le Roi pour un terme de trois ans et peut être révoqué par lui.

ART. 26. — Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs greffiers-adjoints,

ART. 23. — De Voorzitter van het Hof en de Kamervoorzitters worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaar onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advocaten en advocaten-pleitbezorgers die sedert minstens tien jaar op hunne respectievelijke lijst zijn ingeschreven, onder de personen die de rechten hebben gedoceerd in eene hoogeschool gedurende hetzelfde tijdsverloop.

De assessoren worden verkozen voor een termijn van drie jaren, door den Minister van Economische Zaken, onder de bevoegde personen.

ART. 24. — Ingeval de Voorzitter belet is, wordt hij vervangen door den oudsten Kamervoorzitter.

Ingeval een Kamervoorzitter verhinderd is, wordt hij door een anderen Kamervoorzitter vervangen, aangeduid door den Voorzitter, of door een door den Minister van Economische Zaken aangeduiden werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger of hoogleeraar die aan de vereischten voldoet om tot Kamervoorzitter benoemd te worden.

ART. 25. — In elk Hof voor oorlogsschade is er een griffier, die ten volle 30 jaar oud is, wiens bevoegdheid bepaald is bij de artikelen 158, 159, 160, 169 en 170 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De griffier wordt door den Koning benoemd voor een termijn van drie jaar en kan door hem worden afgezet.

ART. 26. — De griffier wordt bijgestaan door een of meer toegevoegde

Texte proposé par la Commission.

ART. 23. — Le Président de la Cour et les Présidents de Chambre sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats inscrits depuis au moins dix ans au *tableau de leur ordre* et les personnes ayant enseigné le droit pendant le même laps de temps dans une université.

Les assesseurs sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre *de la Justice*, parmi les personnes compétentes.

ART. 24. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Président de Chambre le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un Président de Chambre, il est remplacé par un autre Président de Chambre désigné par le Président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, ou un professeur d'université réunissant les conditions requises pour être nommé Président de Chambre, désigné par le Ministre *de la Justice*.

ART. 25. — Comme au projet.

ART. 26. — Comme au projet.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 23. — De Voorzitter van het Hof en de Kamervoorzitters worden door den Koning voor een termijn van drie jaar benoemd onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advocaten die sedert minstens tien jaar *op de tabel hunner orde* zijn ingeschreven, alsmede onder de personen die de rechten hebben gedoceerd in eene hoogeschool gedurende hetzelfde tijdsverloop.

De assessoren worden verkozen, voor een termijn van drie jaren, door den Minister *van Justitie* onder de bevoegde personen.

ART. 24. — Ingeval de Voorzitter belet is, wordt hij vervangen door den oudsten Kamervoorzitter.

Ingeval een Kamervoorzitter verhinderd is, wordt hij vervangen door een anderen Kamervoorzitter, dien de Voorzitter aanwijst, of door een door den Minister *van Justitie* aangewezen werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat of hoogleeraar die aan de vereischten voldoet om tot Kamervoorzitter benoemd te worden.

ART. 25. — Zooals in het ontwerp.

ART. 26. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regeering.

âgés de 25 ans accomplis, dont le nombre est déterminé par le Roi, suivant les besoins du service.

Les greffiers-adjoints sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans et peuvent être révoqués par lui.

Les articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux tribunaux de dommages de guerre.

ART. 26^{bis}. — Il y a près de chaque Cour de dommages de guerre un commissaire principal et un ou plusieurs commissaires de l'État. Leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils représentent l'État et font valoir les conclusions que commande l'intérêt général.

ART. 26^{ter}. — Les Commissaires de l'État près la Cour de dommages de guerre sont nommés par le Roi pour un terme d'un an et peuvent être révoqués par lui. En cas de vacance ou d'empêchement, les fonctions de Commissaire principal sont remplies par le plus ancien Commissaire de l'État près la Cour.

ART. 27. — Les demandes de constatation et d'évaluation sont remises ou adressées sous pli recommandé au Commissaire principal près le tribunal des dommages de guerre, en double exemplaire, conformément aux dispositions suivantes. Il en tient registre et en délivre récépissé.

griffiers, ten volle 25 jaar oud, wier aantal door den Koning, naar de noodwendigheden van den dienst, wordt bepaald.

De toegevoegde griffiers worden door den Koning benoemd voor een termijn van drie jaar en kunnen door hem worden afgezet.

De artikelen 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 zijn toepasselijk op de rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 26^{bis}. — Bij elk Hof voor oorlogsschade zijn er een hoofdcommissaris en één of meer commissarissen van den Staat. Hun aantal wordt bepaald, naar de noodwendigheden van den dienst, door den Koning.

Zij vertegenwoordigen den Staat en doende besluiten gelden, welke het algemeen belang vergt.

ART. 26^{ter}. — De Staatscommissarissen bij het Hof voor oorlogsschade worden benoemd door den Koning voor een termijn van één jaar en kunnen door hem worden afgezet. Staat de betrekking van Hoofdcommissaris open of is deze ambtenaar belet, dan wordt zijn ambt waargenomen door den oudsten Staatscommissaris bij het Hof.

ART. 27. — De aanvragen tot vaststelling en raming worden afgeleverd of onder aangeteekenden omslag verzonden aan den Hoofdcommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, in dubbel exemplaar, overeenkomstig hiernavolgende beschikkingen. Deze houdt er aan teekening van en levert daarvoor een ontvangstbewijs.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 26^{bis}. — Comme au projet.

ART. 26^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

Ajouter un alinéa final :

L'article 13^{ter} est applicable au Commissaire principal.

ART. 26^{ter}. — Comme au projet.

Eene slotalinéa toe te voegen :

Artikel 13^{ter} is van toepassing op den Hoofdcommissaris.

ART. 26^{ter}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 27. — Les demandes *de réparation* sont remises ou adressées sous pli recommandé *au griffe du tribunal* des dommages de guerre, en double exemplaire, conformément aux dispositions suivantes.

ART. 27. — De aanvragen tot *herstel* worden afgeleverd of onder aangeteekenden omslag overgemaakt aan de *griffie der rechtbank* voor oorlogsschade, in dubbel exemplaar, overeenkomstig de hiernavolgende bepalingen.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 29. — Les demandes relatives aux dommages causés aux biens, contiennent l'indication précise et l'estimation séparée et détaillée de tous les biens endommagés ou détruits.

Les demandes relatives aux dommages causés aux biens contiennent l'indication précise du fait dommageable, du lieu, de l'époque et des circonstances dans lesquelles il s'est produit, ainsi que du préjudice qui en est résulté pour le réclamant, eu égard à sa situation.

Chaque demande est accompagnée de toutes les pièces justificatives.

S'il y a lieu, elle mentionne l'indemnité que l'intéressé a reçue, soit de l'État, soit de tiers, ainsi que la cause du versement de cette indemnité.

Dans le cas contraire, elle contient l'affirmation que les intéressés n'ont reçu aucune indemnité ou ne sont en droit d'introduire aucune demande de réparation.

ART. 36. — Le Commissaire de l'État convoque le sinistré devant le tribunal, par lettre recommandée à la poste, au moins cinq jours francs avant l'audience. La lettre indique les lieu, jour et heure de la comparution. Le tribunal s'efforce

ART. 29. — In de aanvragen betreffende schade aan goederen, staan de nauwkeurige opgaaf en de afzonderlijke omstandige raming van alle beschadigde of vernielde goederen.

De aanvragen betreffende schade aan personen behelzen de nauwkeurige opgaaf van het schadelijk feit, van de plaats, van het tijdstip en van de omstandigheden waar of waarin het zich heeft voorgedaan, alsmede van het nadeel welk daaruit voor den aanlegger, ten aanzien van zijnen toestand, is voortgesproten.

Bij elke aanvraag worden al de bewijsstukken gevoegd.

Desgevorderd vermeldt zij de vergoeding welke de belanghebbende reeds, hetzij van den Staat, hetzij van derde personen, zou ontvangen hebben, alsmede de reden van de uitbetaling dier vergoeding.

In tegenovergesteld geval, vervat zij de bevestiging dat de belanghebbenden geen vergoeding hebben ontvangen of geen recht hebben om 't even welken eisch tot herstel in te stellen.

ART. 36. — De Staatscommissaris roept den geteisterde voor de rechtbank, bij eenen ter post aangeteekenden brief, minstens vijf volle dagen voor het verhoor. De brief vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning. De rechtbank

Texte proposé par la Commission.

Le greffier en tient registre et en délivre récépissé. Il les transmet sans retard avec les pièces justificatives au commissaire principal.

ART. 29. — (Comme au projet.)

Les demandes relatives aux dommages causés aux *personnes* contiennent l'indication précise du fait dommageable, du lieu, de l'époque et des circonstances dans lesquelles il s'est produit, ainsi que du préjudice qui en est résulté pour le réclamant, eu égard à sa situation.

Le reste de l'article comme au projet.

ART. 35. — *Les affaires sont distribuées entre les Chambres du tribunal par le Président statuant sur la réquisition du Commissaire principal.*

ART. 36. — Le Commissaire de l'État convoque le sinistré devant le tribunal, par lettre recommandée à la poste, au moins cinq jours francs avant l'audience. La lettre indique les lieu, jour et heure de la comparution. Le tribunal *entend*

Tekst door de Commissie voorgesteld.

De griffier houdt er aantekening van en levert daarvan ontvangstbewijs. Hij maakt ze onverwijld aan den hoofdcommissaris over met de bewijsstukken.

(Zooals in het ontwerp.)

De aanvragen betreffende schade aan *personen* behelzen de nauwkeurige opgave van het schadelijk feit, van de plaats, van het tijdstip en van de omstandigheden waar of waarin het zich heeft voorgedaan, alsmede van het nadeel welk daaruit voor den eischer, ten aanzien van zijnen toestand, is voortgesproten.

Het overige van het artikel zooals in het ontwerp.

ART. 35. — *De zaken worden onder de Kamers der rechtbank verdeeld door den Voorzitter; deze beslist op vordering van den Hoofdcommissaris.*

ART. 36. — De Staatscommissaris roept den geteisterde voor de rechtbank, bij eenen ter post aangeteekenden brief, minstens vijf volle dagen vóór het verhoor. De brief vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning. De rechtbank

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

de concilier les parties. Si celles-ci concluent un accord, le tribunal est appelé à statuer sur son homologation.

En cas de non conciliation, le tribunal rend un jugement fixant le montant de l'indemnité allouée au sinistré. S'il ne possède pas les données qui permettent de fixer immédiatement le montant de cette indemnité, il accorde au sinistré une allocation provisionnelle.

ART. 37. — Pourra également le sinistré saisir le tribunal des dommages de guerre par voie de citation d'huissier donnés directement au Commissaire de l'État.

ART. 37^{bis}. — Le Commissaire de l'État est autorisé à transiger avec le sinistré sans homologation du tribunal quand la demande ne dépasse pas 10,000 francs. La transaction est toutefois soumise à l'approbation du Ministre des Affaires Économiques.

ART. 39. — Tout moyen de preuve, même par simple présomption, est admis pour établir la réalité et l'importance des dommages. Les parents et domestiques peuvent être entendus comme témoins.

Le tribunal peut entendre toutes personnes ayant une compétence spéciale pour l'évaluation des dommages et ordonner toutes expertises et mesures d'instruction qui lui sembleraient utiles. Il peut se transporter sur les lieux et déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres.

tracht de partijen te bevredigen. Komen deze tot eene overeenkomst, dan hoeft de rechtbank uitspraak te doen over dezer bekrachtiging.

Worden de partijen het niet eens, dan velt de rechtbank een vonnis, waarbij het bedrag van de aan den geteisterde toegewezen vergoeding wordt bepaald. Zoo zij de gegevens niet bezit om onmiddellijk dit bedrag te bepalen, verleent zij aan den geteisterde eene tegemoetkoming bij voorraad.

ART. 37. — De geteisterde kan insgelijks een geding voor de rechtbank brengen bij dagvaarding door deurwaarder, rechtstreeks aan den Staatscommissaris gegeven.

ART. 37^{bis}. — De Staatscommissaris is gemachtigd om, zonder bekrachtiging door de rechtbank, met den geteisterde tot een vergelijk te komen, wanneer de eisch geen 10,000 frank overtreft. De overeenkomst wordt evenwel den Minister van Economische Zaken ter goedkeuring voorgelegd.

ART. 39. — Elk bewijsmiddel, zelfs bij bloot vermoeden, komt in aanmerking tot staving van de wezenlijkheid en gewichtigheid der schade. De bloedverwanten en dienstboden mogen als getuigen worden gehoord.

De rechtbank mag alle personen hooren, die eene bijzondere bevoegdheid hebben, en alle deskundige onderzoekingen en andere onderzoeksmaatregelen bevelen, welke zij oorbaar acht. Zij mag zich ter plaatse begeven of daartoe één of meer harer leden aanstellen.

Texte proposé par la Commission.

le sinistré et le commissaire de l'État ; il s'efforce de concilier les parties. Si celles-ci concluent un accord, le tribunal est appelé à statuer sur son homologation.

(Comme au projet.)

ART. 37. — Pourra également le sinistré saisir le tribunal des dommages de guerre *par une requête déposée ou adressée par lettre recommandée au greffe dont il adressera un double, sous pli recommandé*, au Commissaire principal de l'État.

ART. 37^{bis}. — Comme au projet.

ART. 39. — Comme au projet.

(Comme au projet.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

hoort den geëisteerde en de Staatscommissaris ; zij tracht de partijen te doen overeenkomen. Komen deze tot eene overeenkomst, dan behoeft de rechtbank uitspraak te doen over dezer bekrachtiging.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 37. — De geëisteerde kan insgelijks de zaak voor de rechtbank brengen *door een ter griffie neergelede of daaraan bij aangeteekenden brief gezonden verzoekschrift, waarvan hij een afschrift aan den Staatscommissaris overmaakt onder aangeteekenden omslag.*

ART. 37^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 39. — Zooals in het ontwerp.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi du Gouvernement.

Le Président ou le Vice-Président ainsi désigné peut, sur les réquisitions du Commissaire de l'État, statuer, suivant la procédure indiquée à l'article 49^{bis}, sur toute demande d'allocation provisionnelle, introduite en vertu de l'article 9 de la loi du 10 juin 1919 ou du chapitre III de la loi du 10 mai 1919, pourvu, dans ces cas, que la demande soit introduite en vue de remploi immédiat.

ART. 39^{bis}. — Le Roi peut, eu égard aux nécessités du service, créer, auprès des tribunaux de dommages de guerre, des Commissions d'arbitres.

Un arrêté royal règle l'organisation de ces Commissions.

ART. 39^{ter}. — Les Commissions d'arbitres s'efforcent de concilier les parties, constatent, s'il y a lieu, leurs accords.

En cas de conciliation, l'accord est soumis d'urgence à l'approbation du Commissaire de l'État et, s'il y a lieu, à l'homologation au tribunal.

En cas de non conciliation, la Commission constate la réalité et l'importance du dommage et transmet ses conclusions au Commissaire de l'État.

ART. 39^{quater}. — Les évaluations des Commissions arbitrales sont rendues publiques par la voie de l'affichage à la porte du tribunal des dommages de guerre et de la Maison communale de la localité où les biens détruits sont situés.

Wetsontwerp van de Regering.

De alzoö aangestelde Voorzitter of Ondervoorzitter kan, op vordering van den Staatscommissaris en naar de bij artikel 49^{bis} aangeduide rechtspleging, uitspraak doen over allen, krachtens artikel 9 van de wet van 10 Juni 1919 of hoofdstuk III van de wet van 10 Mei 1919, ter verkrijging van eene tegemoetkoming bij voorraad ingestelden eisch, mits, in dit geval, de eisch, met het oog op eene onmiddellijke wederbelegging, ingesteld zij.

ART. 39^{bis}. — De Koning kan, gelet op de noodwendigheden van den dienst, Commissiën van scheidsrechters bij de rechtbanken voor oorlogsschade instellen.

Een koninklijk besluit regelt de inrichting dezer Commissiën.

ART. 39^{ter}. — De Commissiën van scheidsrechters trachten de partijen te bevredigen, en stellen, desgevorderd, hunne overeenkomsten vast.

Zijn de partijen het eens geworden, dan wordt de overeenkomst aan de goedkeuring van den Staatscommissaris en, desgevorderd, aan de bekrachtiging der rechtbank onderworpen.

Maar worden zij het niet eens, dan stelt de Commissie de werkelijkheid en gewichtigheid der schade vast en maakt hare besluiten aan den Staatscommissaris over.

ART. 39^{quater}. — De ramingen der Scheidsrechterlijke Commissiën worden openbaar gemaakt door middel van berichten aangeplakt aan de deur van de rechtbank voor oorlogsschade en van het gemeentehuis van de plaats waar de vernielde goederen gelegen zijn.

Texte proposé par la Commission.

Le Président ou le Vice-Président ainsi désigné peut, *sur la demande de l'intéressé*, sur les réquisitions du Commissaire de l'Etat, *ou même d'office*, suivant la procédure indiquée à l'article 49^{bis}, accorder des allocations provisionnelles, *par application des dispositions du chapitre VII de la loi du 19 mai 1919*, pour autant que les indemnités soient demandées en vue de *remploi immédiat*, et de l'article 9 de la loi du 10 juin 1919.

ART. 39^{bis}. — Comme au projet.

ART. 39^{ter}. — Comme au projet.

ART. 39^{quater}. — Comme au projet.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Op verzoek van den belanghebbende, kan de alzoo aangestelde Voorzitter of Ondervoorzitter, op vordering van den Staatscommissaris, *of zelfs van ambtswege*, mits inachtneming van de regeling bepaald bij artikel 49^{bis}, tegemoetkomingen bij voorraad verleen *krachtens het bepaalde in hoofdstuk VII der wet van 19 Mei 1919*, in zoverre de vergoedingen zijn aangevraagd tot onmiddellijke wederbelegging, en *krachtens artikel 9 der wet van 10 Juni 1919*.

ART. 39^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 39^{ter}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 39^{quater}. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 45^{bis}. — Le tribunal peut décerner une Commission rogatoire à un autre tribunal pour les constatations et les évaluations des biens situés en dehors de son arrondissement.

ART. 46. — Dans les cas urgents, le tribunal peut ordonner telles mesures qu'il juge nécessaires pour empêcher que l'état des lieux ne soit modifié et que les choses donnant lieu à une réclamation ne soient enlevées, déplacées ou détériorées.

Si le sinistré ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher l'aggravation des dommages, le Commissaire de l'État peut, le sinistré dûment appelé, faire dresser un état des lieux qui servira de base à l'appréciation des indemnités dues à l'intéressé.

ART. 49^{bis}. — Le président du tribunal et le Vice-Président qu'il délègue à cette fin statuent par voie de référé sur tous les cas dont il reconnaît l'urgence et qui rentrent dans la compétence des tribunaux de dommages de guerre par application de la présente loi.

Rentrent notamment dans sa compétence, l'application des dispositions prévues par le chapitre VII de la loi du 10 mai 1919 pour autant que les indemnités soient demandées en vue du emploi immédiat, et l'article 9 de la loi du 10 juin 1919.

Le juge des référés est saisi soit par le Commissaire de l'État, soit par le

ART. 45^{bis}. — De rechtbank kan aan eene andere rechtbank een opdracht tot onderzoek geven voor de vaststelling en raming der buiten haar arrondissement gelegen goederen.

ART. 46. — In dringende gevallen, mag de rechtbank alle maatregelen treffen welke zij noodig acht om te beletten dat aan den bestaanden toestand der plaats verandering worde gebracht en de zaken, welke gronden tot eenen eisch geven, weggenomen, verplaatst of beschadigd worden.

Bijaldien de geteisterde de noodige maatregelen niet treft om toename van schade te verhinderen, kan de Staatscommissaris, na den geteisterde behoorlijk te hebben opgeroepen, eenen staat van bevinding doen opmaken, welke tot grondslag zal dienen voor het schatten van de aan den geteisterde verschuldigde vergoedingen.

ART. 49^{bis}. — De voorzitter van de rechtbank en de ondervoorzitter, welken hij te dien einde machtigt, doen bij wijze van kortgeding uitspraak over al de gevallen waarvan hij de dringendheid erkent en welke, bij toepassing van deze wet, binnen de bevoegdheid vallen van de rechtbanken voor oorlogsschade.

Vallen, onder meer, binnen zijne bevoegdheid : de toepassing der bepalingen voorzien bij hoofdstuk VII van de wet van 10 Mei 1919, voor zoover de vergoedingen voor onmiddellijke wederbelegging worden aangevraagd, en bij artikel 9 van de wet van 10 Juni 1919.

De zaak wordt voor den rechter in kortgeding gebracht hetzij door den

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 45^{bis}. — Comme au projet.

ART. 45^{bis}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 46. — Comme au projet.

ART. 46. — Zooals in het ontwerp.

ART. 49^{bis}. — Comme au projet sauf à supprimer au dernier alinéa « 14 à 18 ».

ART. 49^{bis}. — Zooals in het ontwerp mits weglating van « 14 tot 18 » in de slotalinea.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regeering.

sinistré ainsi qu'il est dit à l'article 37 de la présente loi.

Les ordonnances du juge des référés ne feront aucun préjudice au principal; elles ne sont pas susceptibles d'opposition.

Les articles 4, 14 à 18, 37 à 50 de la présente loi leur sont applicables.

ART. 49^{ter}. — Dans les communes adoptées par la Nation, le juge des référés pourra, le sinistré dûment appelé par lettre du greffier, accorder d'office pour la reconstruction des immeubles entièrement détruits, une allocation provisionnelle égale à vingt fois le revenu cadastral de la propriété bâtie.

L'ordonnance ne sera exécutée que si le sinistré s'engage à commencer, dans un délai de trois mois, la reconstruction de son immeuble.

Cette ordonnance n'est pas susceptible d'appel.

ART. 51. — Le greffier délivre dans les quarante-huit heures, au Commissaire de l'État, un extrait de tout jugement.

Il notifie dans les quarante-huit heures au sinistré, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, le jugement du tribunal. L'acte de notification reproduit l'article 53 ci-après.

Notification est également donnée dans les trois jours au Ministre des Affaires Économiques.

Staatscommissaris, hetzij door den geteisterde, zooals gezegd wordt bij artikel 37 van deze wet.

De bevelschriften van den rechter in kortgeding zullen hoegenaamd de hoofdzaak niet benadeelen; zij zijn niet vatbaar voor verzet.

De artikelen 4, 14 tot 18, 37 tot 50 van deze wet zijn toepasselijk op hen.

ART. 49^{ter}. — In de door de Natie aangenomen gemeenten zal de rechter in kortgeding, na den geteisterde bij brief van den griffier behoorlijk te hebben opgeroepen, ambtshalve voor het herophouwen van volslagen vernielde vaste goederen eene tegemoetkoming bij voorraad kunnen verleenen ten bedrage van twintig maal het kadastraal inkomen van het gebouwde eigendom.

Het bevelschrift zal niet ten uitvoer worden gelegd dan indien de geteisterde zich verbindt binnen een termijn van drie maand met de heropbouw van zijn vast goed aan te vangen.

Dit bevelschrift is niet vatbaar voor hooger beroep.

ART. 51. — De griffier levert binnen acht en veertig uur een uittreksel van alle vonnis af aan den Staatscommissaris.

Hij beteekent het vonnis van de rechtbank binnen acht en veertig uur aan den geteisterde, bij eenen ter post aangeteekenden brief, met ontvangstbericht. Op de akte van beteekening staat hiernavolgend artikel 53 vermeld.

Beteekening wordt insgelijks, binnen drie dagen, aan den Minister van Economische Zaken gegeven.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 49^{ter}. — Comme au projet.

ART. 49^{ter}. — Zooals in het ontwerp.

ART. 51. — Comme au projet.

ART. 51. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering

ART. 52. — Le droit d'appel appartient au sinistré et au Commissaire de l'État, même dans un cas d'homologation.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, l'appel est toujours recevable.

En ce qui concerne les dommages aux biens, le taux du dernier ressort est déterminé par le montant de la demande.

Le sinistré et le Commissaire de l'État peuvent dans leur déclaration, limiter l'appel à une partie des biens endommagés ou détruits.

L'appel n'est recevable que si l'ensemble des dommages soumis à l'appréciation de la Cour dépasse 5.000 francs.

A défaut de limitation expresse, l'appel remet en question la demande tout entière.

Le délai expiré, la partie non appelante ne pourra former d'appel incident.

ART. 53. — L'appel est formé par la déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement.

A peine de nullité, la déclaration est motivée dans le délai d'un mois prenant cours à la date du prononcé du jugement. Le délai d'appel des ordon-

ART. 52. — Het recht op hooger beroep behoort aan den geteisterde en aan den Staatscommissaris, zelfs in een geval van rechterlijke bekrachtiging.

Voor schade aan personen, is het beroep steeds ontvankelijk.

Voor schade aan goederen wordt het beloop van den laatsten aanleg bepaald door het bedrag van den eisch.

De geteisterde en de Staatscommissaris kunnen in hunne verklaring het beroep tot een deel der beschadigde of vernielde goederen beperken.

Het beroep is slechts dan ontvankelijk wanneer de ter beoordeeling van het Hof onderworpen gezamenlijke schade meer dan 5,000 frank bedraagt.

Bij gemis aan duidelijke beperking, brengt het beroep den algeheelen eisch terug te berde.

Eens de termijn verstreken, zal de niet beroepende partij geen tusschen opkomend hooger beroep kunnen instellen.

ART. 53. — Het hooger beroep wordt ingesteld bij middel van de verklaring neergelegd ter griffie van de rechtbank die het vonnis heeft geveld.

Op straf van nietigheid, wordt de verklaring met redenen omkleed en gedaan binnen de maand na den datum waarop het vonnis werd uitgesproken.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 52. — Comme au projet.

ART. 52. — Zooals in het ontwerp.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

L'appel n'est recevable que si l'ensemble des dommages soumis à l'appréciation de la Cour dépasse 5,000 francs pour les demandes relatives aux immeubles et 3,000 francs pour les demandes relatives aux meubles.

Het beroep is alleen dan ontvankelijk wanneer de ter beoordeeling van het Hof onderworpen gezamenlijke schade meer dan 5,000 frank bedraagt voor de eischen betreffende de onroerende goederen en meer dan 3,000 frank voor de eischen betreffende de roerende goederen.

A défaut de limitation expresse, l'appel remet en question la demande tout entière.

Bij gemis aan duidelijke beperking, brengt het beroep den algeheelen eisch terug te berde.

Le délai expiré, la partie non appelante ne pourra former l'appel incident, *sauf s'il y a appel par le Commissaire de l'État dans un cas d'homologation.*

Eens de termijn verstreken, zal de niet beroepende partij geen tusschenberoep kunnen instellen, *behalve wanneer door den Staatscommissaris beroep is ingesteld in een geval van bekrachtiging.*

ART. 53. — *L'appel est formé par déclaration motivée, déposée ou adressée par pli recommandé, dans le mois du prononcé du jugement, au greffe du tribunal qui l'a rendu; le tout à peine de nullité.*

ART. 53. — *Het beroep wordt ingesteld bij met redenen omkleede verklaring, binnen ééne maand na het uitspreken van het vonnis neêrgelegd of bij aangeteekenden brief overgemaakt ter griffie van de rechtbank die het heeft gewezen, dat alles op straffe van nietigheid.*

Le délai d'appel est réduit à quinze jours pour les ordonnances de référé.

De termijn tot het instellen van beroep wordt tot vijftien dagen verminderd voor de bevelschriften op kortgeding,

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

nances de référé est réduit à quinze jours.

Le dossier est transmis sans délai par le greffier au Commissaire principal près la Cour des dommages de guerre, lequel fait citer le sinistré devant la Cour par lettre recommandée à la poste.

Cette lettre recommandée à la poste est envoyée quinze jours au moins avant l'audience.

Elle indique les lieu, jours et heure de comparution, ainsi que l'objet de l'appel.

ART. 54. — Il n'y aura appel de tout jugement rendu en cours d'instance qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de celui-ci.

Les jugements accordant des allocations provisionnelles sont susceptibles d'appel en tout état de cause.

ART. 56. — Le greffier notifie au sinistré, au Commissaire de l'Etat et au Ministre des Affaires Economiques, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, l'arrêt rendu par la Cour.

ART. 57. — Les arrêts rendus par les Cours de dommages de guerre ne sont pas susceptibles d'opposition.

De termijn voor hooger beroep tegen de bevelschriften op kortgeding is tot op vijftien dagen gebracht.

De bundel wordt onverwijld overgemaakt door den greffier aan den Hoofdcommissaris bij het Hof voor oorlogsschade, die den geteisterde ten Hove daagt bij eenen ter post aange teekenden brief.

Deze ter post aangeteekende brief wordt minstens vijftien dagen vóór het verhoor verzonden.

Hij vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning, alsmede de zaak waarover het beroep gaat.

ART. 54. — Beroep tegen elke uitspraak gedaan in den loop van het geding zal slechts na de einduitspraak en gezamenlijk met het beroep tegen dezelve geschieden.

Elke uitspraak, waarbij tegemoetkomingen bij voorraad worden toegestaan, is, in elken stand der zaak, vatbaar voor hooger beroep.

ART. 56. — De griffier beteekent de door het Hof gedane uitspraak aan den geteisterde, aan den Staatscommissaris en aan den Minister van Economische Zaken bij eenen ter post aangeteekenden brief, met ontvangstbericht.

ART. 57. — Geen verzet is ontvankelijk tegen de arresten van de Hoven voor oorlogsschade.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

La suite comme au projet.

Het overige zooals in het ontwerp.

ART. 54. — Comme au projet

ART. 54. — Zooals in het ontwerp.

Les jugements *sur demandes* provisionnelles sont susceptibles d'appel en tout état de cause.

De vonnissen *op eischen* bij voorraad zijn vatbaar voor beroep in elken stand der zaak.

ART. 55. — *Sont applicables aux Cours des dommages de guerre, les dispositions des articles 14 à 18, 35 à 39, 40 à 49, 50.*

ART. 55. — *Het bepaalde in de artikelen 14 tot 18, 35 tot 39, 40 tot 49, 50, is van toepassing op de Hoven voor oorlogsschade.*

La requête prévue à l'article 37 est déposée au greffe de la Cour et le double en est adressé au Commissaire principal d'appel.

Het bij artikel 37 voorziene verzoekschrift wordt neêrgelegd ter griffie van het Hof; een afschrift wordt daarvan overgemaakt aan den Staats-commissaris in beroep.

ART. 56. — Comme au projet.

ART. 56. — Zooals in het ontwerp.

ART. 57. — Comme ci-contre.

ART. 57. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Ils peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de Cassation pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi, conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile, aux art. 80 et 88 de la loi du 27 Ventose, an VIII.

ART. 57^{bis}. — Le Roi pourra, si les nécessités l'exigent, modifier les dispositions du présent titre sur la procédure à suivre devant les Cours et Tribunaux de dommages de guerre.

ART. 62. — Avant d'entrer en fonctions, les membres des Tribunaux et Cours de dommages de guerre prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831. Ils jurent, en outre, de faire part aux membres de la Chambre à laquelle ils sont attachés, de toutes les démarches dont ils seraient l'objet à l'occasion des affaires sur lesquelles la Chambre aura à statuer.

Le Président de la Cour et le Président du Tribunal prêtent ce serment entre les mains du premier Président de la Cour d'appel, en personne ou par écrit.

Les Présidents des Chambres, les Vice-Présidents, assesseurs, greffiers et greffiers-adjoints le prêtent entre les mains du Président de la Cour ou du Tribunal.

Les présidents, vice-présidents et assesseurs effectifs ou suppléants des Cours et tribunaux de dommages de

Wetsontwerp van de Regering.

Tegen dezen mag verhaal genomen worden bij het Hof van Verbreking wegens onbevoegdheid, machtsmisbruik of wetschending, overeenkomstig hoofdstuk II, van boek IV, van het Wetboek op de burgerlijke rechtspleging en artikelen 80 en 88 van de wet van 24 Ventose jaar VIII.

ART. 57^{bis}. — Zoo de noodwendigheden het eischen, zal de Koning de bepalingen van dezen titel betreffende de voor de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade te volgen rechtspleging kunnen wijzigen.

ART. 62. — Alvorens in bediening te treden, leggen de leden van de Rechtbanken en Hoven voor oorlogsschade den eed af, voorgeschreven bij het decreet van 20 Juli 1831. Zij zweren bovendien aan de leden van de Kamer, waaraan zij verbonden zijn, alle stappen te zullen mededeelen, welke bij hen zouden worden gedaan ter gelegenheid van de zaken waarover de Kamer zal uitspraak hebben te doen.

De Voorzitter van het Hof en de Voorzitter van de Rechtbank leggen, in eigen persoon of schriftelijk, dezen eed af vóór den eersten Voorzitter van het Hof van beroep.

Voorzitters van de Kamers, onderzitters, assessoren, griffiers en toegevoegde griffiers leggen dezen af vóór den Voorzitter van het Hof of van de Rechtbank.

Voorzitters, ondervoorzitters en werkelijke of plaatsvervangende assessoren van de Hoven en rechtbanken

Texte proposé par la Commission.

Remplacer le deuxième alinéa par la disposition suivante :

ART. 57^{bis}. — *Les arrêts et les jugements en dernier ressort rendus par les Cours et les tribunaux des dommages de guerre* peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de Cassation pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi, conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile et aux art. 80 et 88 de la loi du 27 Ventose, an VIII.

ART. 57^{bis}. — Supprimer cet article.

ART. 62. — Comme au projet.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Het tweede lid te vervangen door de navolgende bepaling :

ART. 57^{bis}. — *Van de arresten en vonnissen, in hoogsten aanleg geweest door de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade*, kan men in voorziening komen bij het Verbrekingshof wegens onbevoegdheid, machtsmisbruik of wetschending, overeenkomstig titel II, boek IV, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvoetering en de artikelen 80 en 88 der wet van 24 Ventose jaar VII.

ART. 57^{bis}. -- Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 62. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement

guerre, les greffiers et greffiers-adjoints, les Commissaires principaux et les Commissaires de l'État sont soumis à la même discipline que les membres des Cours d'appel et des tribunaux de première instance, leurs greffiers et greffiers-adjoints et les officiers du Ministère public.

Lorsque la Cour d'appel exerce ses attributions disciplinaires à l'égard des membres des Cours et tribunaux de dommages de guerre, elle statue en audience solennelle conformément à l'article 85 de la loi du 18 juin 1869. En cas de négligence ou de manquement grave aux règles de la discipline, le Roi peut les révoquer sur l'avis conforme de la Cour d'appel du ressort, statuant comme il vient d'être dit, le Procureur général entendu.

ART. 63. — Les représentants légaux des incapables peuvent, sans aucune autorisation, exercer au nom de ceux-ci les actions résultant du présent arrêté-loi. La femme mariée peut les exercer sans l'assistance de son mari.

Le Collège des bourgmestres et échevins dresse à l'expiration du délai mentionné à l'alinéa 1^{er} de l'article 32 l'état des dommages au sujet desquels aucune demande n'a été déposée. Cet état, contenant, si possible, l'indication de la raison pour laquelle les demandes n'ont pas été présentées, est transmis au commissaire principal près le tribunal des dommages de guerre qui, sous réserve du droit des

Wetsontwerp van de Regering.

voor oorlogsschade, griffiers en toegevoegde griffiers, Hoofdstaatscommissarissen en Staatscommissarissen zijn aan dezelfde tucht onderworpen als de leden van de Hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, hunne griffiers en toegevoegde griffiers en de ambtenaren van het Openbaar Ministerie.

Wanneer het Hof van beroep zijne tuchtbevoegdheid uitoefent ten opzichte van de leden der Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, doet het uitspraak in plechtige audiëntie overeenkomstig artikel 85 van de wet van 18 Juni 1869. In geval van nalatigheid of zwaar verzuim ten aanzien van de tuchtverordeningen, kan de Koning ze afstellen op eensluidend advies van het Hof van beroep van het gebied, uitspraak doende zooals hierboven is gezegd, en na den Procureur-generaal te hebben gehoord.

ART. 63. — De wettelijke vertegenwoordigers der onbekwamen kunnen, zonder machtiging, in dezer naam de rechtsvorderingen instellen, voortspuitende uit het onderhavig besluit-wet. De gehuwde vrouw mag ze uitoefenen zonder den bijstand van haren man.

Het College van burgemeester en schepenen maakt, na het verstrijken van den tijd, vermeld in alinea 1 van artikel 32, den staat der schade op, waarvoor er geen aanvraag werd ingediend. Deze staat behelst, zoo mogelijk, opgave van de reden waarom de aanvragen niet werden ingediend, en wordt overgemaakt aan den Hoofdc-commissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade die, onder voorbehoud van het

Texte proposé par la Commission

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 63. — Comme au projet.

ART. 63. — Zooals in het ontwerp.

Faire de l'alinéa 2 un article 63^{bis},
en remplaçant dans l'alinéa 2 les mots
« à l'alinéa 1^{er} de l'article 32 » par :
« à l'expiration du délai fixé pour le
dépôt des demandes en réparation ».

Het 2^e lid te lezen als artikel 63^{bis},
mits in lid 2 de woorden : « bij ali-
nea 1 van artikel 32 » worden ver-
vangen door « na het verstrijken van
den tijd bepaald voor het indienen der
eischen tot herstel ».

Projet de loi du Gouvernement.

Wetontwerp van de Regering.

intéressés, fait procéder d'office à la constatation et à l'évaluation des dommages.

recht der belanghebbenden, van ambtswege tot de vaststelling en de raming van de schade doet overgaan.

ART. 73. — Les frais de la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre, ainsi que ceux résultant du fonctionnement des juridictions instituées par le présent arrêté-loi, sont à la charge de l'État. Néanmoins, les cours et tribunaux de dommages de guerre peuvent mettre à la charge des parties les frais qui auraient été frustatoirement faits par elles ou à leur requête. Les frais sont liquidés par le jugement. Le sinistré qui succombe devant le juge des référés supporte les frais de cette instance,

ART. 73. — De onkosten van de rechtspleging voor vaststelling en raming der oorlogsschade, alsmede de gene voortspruitende uit de werking der bij onderhavig besluit-wet in 't leven geroepen rechtsinstellingen, vallen ten laste van het Rijk. Evenwel kunnen de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade, ten laste van de partijen, de onkosten leggen welke nutteloos werden gedaan door haar of op haar aanzoek. De onkosten worden vereffend bij de rechterlijke uitspraak. De geteisterde, die door den rechter in kortgeding in 't ongelijk wordt gesteld, draagt de kosten van dit rechtsgeding.

ART. 76. — Les communes où siègent les cours et tribunaux de dommages de guerre fournissent les locaux nécessaires pour la tenue des séances et le service du greffe et des commissaires de l'État auprès des dites juridictions.

ART. 76. — De gemeenten, waar de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade zetelen, verstrekken de voor het houden der zittingen en voor den dienst van de griffie en van de Staatscommissarissen bij bedoelde rechtsinstellingen noodige lokalen.

ART. 77. — Le Roi peut confier, concurremment avec les commissaires de

ART. 77. — De Koning kan, te zamen met de Staatscommissarissen, het bij arti-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 72. — Ajouter un alinéa ainsi conçu :

La correspondance des sinistrés avec les présidents des Cours et tribunaux de dommages de guerre et les Commissaires de l'État a lieu en franchise de port.

ART. 73. — Comme au projet.

ART. 72. — Een lid toe te voegen, luidende :

De briefwisseling van de geëisteerden met de voorzitters der Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade en met de Staatscommissarissen is portvrij.

ART. 73. — Zooals in het ontwerp.

ART. 76. — Comme au projet.

ART. 76. — Zooals in het ontwerp.

Ajouter ce qui suit :

Elles peuvent réclamer à l'État le remboursement des frais qui en résultent.

ART. 77. — Comme au projet.

Het volgende toe te voegen.

De terugbetaling der kosten, die daaruit voortvloeien, kunnen zij van den Staat vorderen.

ART. 77. — Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regeering

l'État, la surveillance du remploi prévue par les articles 15 et suivants de la loi du 10 mai 1919 à des inspecteurs ou inspecteurs-adjoints des dommages de guerre.

ART. 78. — Les commissaires principaux et commissaires de l'État près les cours et tribunaux de dommages de guerre, les inspecteurs et les inspecteurs-adjoints de dommages de guerre, sont officiers de police judiciaire; en cette qualité, ils sont chargés de rechercher dans le ressort qu'il leur est assigné, les délits prévus par l'article 66 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Ils dressent des procès-verbaux à l'effet de constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des délits, ainsi que les preuves qu'ils auraient pu recueillir.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 79. — Les bourgmestres et les présidents des tribunaux des dommages de guerre transmettront au commissaire principal près le tribunal de dommages de guerre, dans le délai d'un mois, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, les demandes dont ils seraient débiteurs en vertu de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Les mandats des commissaires de l'État près des cours et tribunaux des dommages de guerre, nommés par application de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, expireront un an après la promulgation de la présente loi.

ARTICLE II.

La section première du titre II de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, com-

kel 15 en volgende artikelen van de wet van 10 Mei 1919 voorziene toezicht over de wederbelegging opdragen aan opzieners en toegevoegde opzieners voor oorlogsschade.

ART. 78. — De Hoofdstaatscommissarissen en Staatscommissarissen bij de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, de opzieners en toegevoegde opzieners voor oorlogsschade zijn ambtenaren van gerechtelijke politie; in deze hoedanigheid zijn zij belast met het opzoeken in het hun aangewezen gebied naar de bij artikel 66 van het besluit-wet van 23 October 1918 voorziene misdrijven.

Zij maken processen-verbaal op ten einde aard, omstandigheden, tijd en plaats van de misdrijven, alsmede de door hen ingewonnen bewijzen vast te stellen.

Deze processen-verbaal zijn geldig voor zoover het tegenoverstelde niet bewezen is.

ART. 79. — De burgemeesters en de voorzitters van de rechtbanken voor oorlogsschade zullen binnen ééne maand, met ingang van het van kracht worden van deze wet, aan den hoofdcommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade de aanvragen overmaken, waarvan zij in bezit zouden zijn krachtens het besluit-wet van 23 October 1918.

De mandaten van de bij toepassing van het besluit-wet van 23 October 1918 bij de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade benoemde Staatscommissarissen verstrijken één jaar na de afkondiging van deze wet.

ARTIKEL II.

Afdeeling één van hoofdstuk II van het wet-besluit van 23 October 1918,

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 78. — Comme au projet.

ART. 78. — Zooals in het ontwerp.

ART. 79. — Comme au projet.

ART. 79. — Zooals in het ontwerp.

Faire de ce dernier alinéa un article 80.

Die laatste alinea te lezen als artikel 80.

ARTICLE II.

Les dispositions de l'article I ci-dessus et celles non abrogées de l'arrêté-

ARTIKEL II.

De bepalingen van bovenstaand artikel I en de niet ingetrokken bepalingen

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regeering.

prenant les articles 2^{bis}, 2^{ter} et 2^{quater}
prend le titre : De la compétence.

behezzende de artikelen 2^{bis}, 2^{ter} en
2^{quater}, neemt als titel : Bevoegdheid.

Les sections A et B, du même titre,
deviennent les sections II et III.

Afdelingen A en B van hetzelfde
hoofdstuk worden afdeelingen II en III.

ARTICLE III.

ARTIKEL III.

Sont abrogés :

Worden ingetrokken :

Les articles 2, 32 à 35 et le titre IV
de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 sur
la constatation et l'évaluation des dom-
mages de guerre ;

Artikelen 2, 32 tot 35 en hoofdstuk IV
van het wet-besluit van 23 October 1918
op de vaststelling en raming van de
oorlogsschade ;

L'article 2 de la loi du 24 février
1919 relative à des avances par l'Etat
pour les dommages causés aux biens par
les faits de la guerre.

Artikel 2 van de wet van 24 Februari
1919 betreffende voorschotten door den
Staat voor door oorlogsfeiten aan goe-
deren veroorzaakte schade.

ARTICLE IV.

ARTIKEL IV.

Il est ajouté à la loi du 10 mai 1919
un article 19^{bis} ainsi conçu :

Aan de wet van 10 Mei 1919 wordt
een artikel 19^{bis} toegevoegd, luidende
als volgt :

ART. 19^{bis}. — Le Roi peut, sur l'avis
du Conseil supérieur des dommages de
guerre, fixer, par catégories de biens,
des coefficients d'après lesquels les juri-
dictions de dommages de guerre sont
tenues de déterminer le montant des
indemnités de rempli,

ART. 19^{bis}. — De Koning kan, op
advies van den Hoogerem Raad voor
oorlogsschade, coefficienten per catego-
rieën goederen vaststellen, waarnaar de
rechtsinstellingen voor oorlogsschade
gehouden zijn het bedrag der vergoe-
dingen voor wederbelegging te bepalen.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

loi du 23 octobre 1918 seront coordonnées et publiées au Moniteur par le gouvernement sous le titre : Loi sur les Cours et Tribunaux de dommages de guerre. Le titre II en deviendra le titre I ; les articles 2^{bis}, 2^{ter} et 2^{quater} de la présente loi en formeront le titre II qui sera intitulé « de la Compétence ».

gen van het besluit-wet van 23 October 1918 zullen door de Regeering samengeordend en in het Staatsblad bekendgemaakt worden onder dezen titel : Wet op de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade. Titel II zal worden gelezen als titel I ; de artikelen 2^{bis}, 2^{ter} en 2^{quater} dezer wet zullen titel II daarvan uitmaken met het opschrift : « Bevoegdheid ».

ARTICLE III.

Sont abrogés :

Les articles 1, 2, 5, 20, 32 à 34 et le titre IV de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre ;

L'article 2 de la loi du 24 février 1919 relative à des avances par l'Etat pour les dommages causés aux biens par les faits de guerre.

ARTIKEL III.

Worden ingetrokken :

De artikelen 1, 2, 5, 20, 32 tot 34 en titel IV van het besluit-wet van 23 October 1918, op de vaststelling en raming der oorlogsschade ;

Artikel 2 der wet van 24 Februari 1919 betreffende voorschotten door den Staat voor door oorlogsfeiten aan goederen veroorzaakte schade.

DEUXIÈME PARTIE.

Modifications à la loi du 10 mai 1919

ARTICLE IV.

Comme au projet.

TWEEDE DEEL.

Wijzigingen in de wet van 10 Mei 1919.

ARTIKEL IV.

Zooals in het ontwerp.

Projet de loi du Gouvernement.

Wetsontwerp van de Regering.

ARTICLE V.

L'article 27 de la loi du 10 mai 1919 est complété comme suit :

En cas de refus du sinistré, l'offre sera tenue pour acceptée si le tribunal juge que le refus n'est pas justifié.

ARTICLE VI.

Le délai d'un mois prévu par l'article 49 de la loi du 10 mai 1919 est porté à deux mois.

ARTICLE VII.

L'article 52 de la loi du 10 mai 1919 est modifié comme suit :

Les tribunaux de dommages de guerre fixent les époques à partir desquelles les jugements sont exécutoires en ce qui concerne les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de emploi, conformément à l'article 15 ci-dessus.

ARTICLE VIII.

Un arrêté royal fixera la date de la mise en vigueur de la présente loi.

ARTIKEL V.

Artikel 27 van de wet van 10 Mei 1919 wordt aangevuld als volgt :

Bijaldien de geteisterde weigert, -zal het aanbod worden aangezien als zijnde aanvaard zoo de rechtbank oordeelt dat de weigering niet gebillijkt is.

ARTIKEL VI.

De bij artikel 49 van de wet van 10 Mei 1919 voorziene termijn van ééne maand wordt gebracht op twee maanden.

ARTIKEL VII.

Artikel 52 van de wet van 10 Mei 1919 wordt gewijzigd als volgt :

De rechtbanken voor oorlogsschade bepalen de tijdstippen, te beginnen waarvan de vonnissen uitvoerbaar zijn wat betreft de mits wederbelegging, overeenkomstig bovenstaande artikel 15 voorgoed of bij voorraad verleende vergoedingen.

ARTIKEL VIII.

Bij koninklijk besluit zal de datum van het van kracht worden dezer wet worden bepaald.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE V.

ARTIKEL V.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

ARTICLE VI.

ARTIKEL VI.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

ARTICLE VII.

ARTIKEL VII.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

ARTICLE VIII.

ARTIKEL VIII.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

(XII)

(1)

(BIJLAGE VAN N^o 162)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

Wetsontwerp tot herziening van het besluit-wet van 23 October 1918 betreffende het vaststellen en ramen van de uit oorlogsfeiten voortspruitende schade.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **MECHELYNCK**.

BIJLAGE II

**Opgave van de eischen ingesteld voor de rechtbanken
voor oorlogsschade.**

Orde- nummer	Rechtbanken voor oorlogsschade	Geheel bedrag per rechtbank	
		op 20 October 1919	op 4 Maart 1920
1	Antwerpen	16,302	28,235
2	Mechelen	13,559	21,757
3	Turnhout	3,659	niet toegekomen.
4	Brussel	45,047	87,322
5	Leuven	14,102	24,908
6	Nijvel	11,500	niet toegekomen.
7	Charleroi	60,000	65,900
8	Bergen	42,000	70,612
9	Doornik	15,000	45,593
10	Audenaarde	24,284	36,165
11	Gent	50,000	68,352
12	Dendermonde	38,500	50,427
13	Brugge	45,000	64,022
14	Kortrijk	75,000	120,000
15	Veurne	12,000	13,790
16	Ieperen	19,400	83,000
17	Luik	30,000	47,250
18	Hoei	5,000	14,068
19	Verviers	11,713	16,901
20	Aarlen	30,348	49,401
21	Marche	13,000	17,353
22	Neufchâteau	7,578	niet toegekomen.
23	Dinant	16,500	22,000
24	Namen	26,311	niet toegekomen.
25	Hasselt	7,000	niet toegekomen.
26	Tongeren	3,556	9,500
TE ZAMEN		636,359	956,556